CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 20 décembre 2022 à 18 heures 00

PROCES-VERBAL

Délégués en exercice : 54
Délégués présents : 35
Délégués ayant donné pouvoir : 13
Délégués votants : 48

Date de convocation du Conseil : 14/12/2022

L'an deux mille vingt-deux, le vingt décembre à 18 heures 00, le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire : Salle du Conseil Communautaire
81 place de la Mairie
74550 PERRIGNIER sous la présidence de M. Christophe ARMINJON, Président.

Liste des personnes présentes :

ALLINGES : M. François DEVILLE
ARMOY : M. Patrick BERNARD
BALLAISON : M. Christophe SONGEON
BONS-EN-CHABLAIS : Mme Anne MAGNIEZ
BRENTHONNE : M. Michel BURGNARD
CERVENES : M. Gil THOMAS
CHENS-SUR-LEMAN : Mme Pascale MORIAUD
DOUVAINE : Mme Claire CHUINARD, M. Pascal WOLF, M. Olivier BARRAS
DRAILLANT : M. Pascal GENOUD
FESSY : M. Patrick CONDEVAUX
LE LYAUD : M. Joseph DEAGE
LOISIN : Mme Laëtizia VENNERS
LULLY : M. René GIRARD
MARGENCEL : M. Patrick BONDAZ
MASSONGY : Mme Sandrine DETURCHE
MESSERY : M. Serge BEL
NERNIER : Mme Marie-Pierre BERTHIER (est arrivée à la délibération 2033)
ORCIER : Mme Catherine MARTINERIE
PERRIGNIER : M. Claude MANILLIER
SCIEZ : M. Cyril DEMOLIS
THONON-LES-BAINS : M. Christophe ARMINJON, M. Richard BAUD, Mme Isabelle PLACE-MARCOZ (est arrivée à la délibération 2042), M. Jean-Claude TERRIER, Mme Emily GROUPI, Mme Brigitte MOULIN, M. Gérard BASTIAN, Mme Cassandra WAINHOUSE, M. Jean-Baptiste BAUD, Mme Astrid BAUD-ROCHE
VEIGY-FONCENEX : Mme Catherine BASTARD, M. Bruno DUCRET
YVOIRE : M. Jean-François KUNG

Liste des pouvoirs :

ANTHY-SUR-LEMAN : Mme Isabelle ASNI-DUCHENE donne pouvoir à M. Patrick BONDAZ
BONS-EN-CHABLAIS : M. Olivier JACQUIER donne pouvoir à Mme Anne MAGNIEZ, M. Marcel PIGNAL-JACQUARD donne pouvoir à M. Michel BURGNARD
SCIEZ : Mme Fatima BOURGEOIS donne pouvoir à Mme Laëtizia VENNERS, M. Michel DAVID donne pouvoir à M. Cyril DEMOLIS
THONON-LES-BAINS : Mme Carine DE LA IGLESIA donne pouvoir à M. Jean-Claude TERRIER, Mme Nicole JAILLET donne pouvoir à Mme Cassandra WAINHOUSE, M. Philippe LAHOTTE donne pouvoir à Mme Brigitte MOULIN, Mme Karine BIRRAUX donne pouvoir à M. Gérard BASTIAN, M. Mustafa GOKTEKIN donne pouvoir à M. Christophe ARMINJON, Mme Katia BACON donne pouvoir à Mme Isabelle PLACE-MARCOZ, Mme Sophie PARRA D'ANDERT donne pouvoir à M. Jean-Baptiste BAUD, M. Thomas BARNET donne pouvoir à M. Gil THOMAS

THONON agglomération

Allinges Anthy-sur-Léman Armoy Ballaison Bons-en-Chablais
Brenthonne Cervens Chens-sur-Léman Douvaine Drailant Excenevex
Fessy Loisin Lully Le Lyaud Margencel Massongy Messery Nernier
Orcier Perrignier Sciez-sur-Léman Thonon-les-Bains Veigy-Foncenex Yvoire

Liste des personnes absentes excusées :

Liste des personnes absentes :

ALLINGES : Mme Claudine FAUDOT

EXCENEVEX : Mme Chrystelle BEURRIER

THONON-LES-BAINS : M. Jean-Marc BRECHOTTE, M. René GARCIN, M. Franck DALIBARD, M. Jean-Louis ESCOFFIER

Invités

M. Lionel BOULENS, Services CA
Mme Carole ECHERNIER, Services CA
Mme Hélène WIRION, Services CA
Mme Marianne LANGLOIS, Services CA

Secrétaire de séance

M. Christophe SONGEON a été élu secrétaire

Invités excusés

APPROBATION, A L'UNANIMITE, DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 29 NOVEMBRE 2022.

Désignation du secrétaire de séance : Christophe SONGEON.

N°2028

BUDGET PRINCIPAL - Solde subvention CIAS 2022

FINANCES - Service : Finances
Rapporteur : Jean-Claude TERRIER

Le Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) est rattaché à Thonon agglomération pour mener une partie des missions relevant de l'intérêt communautaire de l'action sociale. Son financement repose en recettes de fonctionnement, comme le permet le code de l'action sociale et des familles, en partie sur des subventions de la communauté. C'est ainsi qu'au regard des actions menées et du budget voté par le CIAS pour l'exercice 2022, la somme de 438'000 € a été versée par Thonon Agglomération sur les 565 051 € attendus par le CIAS lors du vote de son budget 2022. Il est d'usage que la subvention soit ainsi attribuée en deux temps afin de pouvoir s'assurer du niveau définitivement nécessaire pour le CIAS.

Il s'avère que la projection des résultats de clôture du CIAS amène l'agglomération à devoir verser le solde de la subvention attendue par le CIAS, soit 127 051 €. Elle lui est nécessaire pour finaliser son exercice budgétaire 2022.

Aussi, et afin de pouvoir procéder au versement du solde de la subvention d'équilibre 2022 au CIAS, il convient que le Conseil Communautaire adopte la délibération afférente, pièce justificative demandée par la Trésorerie pour procéder à sa liquidation.

Jean-Claude TERRIER présente le montant du solde de la subvention d'équilibre 2022 devant être versé au CIAS qui ne donne pas lieu à des questions.

Délibération :

VU le code de l'action sociale et des familles,
VU la demande de subvention formulée par le CIAS,
VU l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2020-0013 du 06 mars 2020 approuvant la modification des statuts de la communauté d'agglomération « Thonon Agglomération »,
VU la délibération du 30 octobre 2018 n° CC000211 relative à la définition de l'intérêt communautaire de la compétence action sociale,
VU la délibération du 29 mars 2022 n°CC001727 relative à l'adoption du budget primitif principal 2022,
VU la délibération du 26 avril 2022 n° CC001768 relative au Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) pour le versement de la subvention d'équilibre 2022,
VU la délibération du 28 juin 2022 n° CC001845 relative à l'adoption du budget supplémentaire principal 2022.

CONSIDERANT que le solde de la subvention de 127 051 € est nécessaire au Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) pour lui permettre d'assumer les dépenses de fin d'exercice 2022.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

AUTORISE M. le Président à verser le solde de la subvention d'un montant de 127 051 € au CIAS,
PRECISE que les crédits sont ouverts au budget Principal, imputation 657362,
DONNE pouvoir à M. le Président pour signer tous les documents relatifs à ce projet.

N°2029

DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE VILLE DE THONON-LES-BAINS

FINANCES - Service : Finances
Rapporteur : Jean-Claude TERRIER

La dotation de solidarité communautaire (DSC) est un outil de solidarité créé à des fins de péréquation et d'équité en matière de charges et de ressources entre un EPCI et ses communes membres. Il devient obligatoire lorsque la structure intercommunale :

- a signé un contrat de ville, ce qui est le cas pour Thonon Agglomération qui s'est substitué en 2017 à la ville de Thonon-les-Bains qui avait régularisé un tel contrat en 2015 pour le quartier de Collonges – Ste-Hélène
- n'a pas de Pacte Financier et Fiscal.

Le montant qui est alors attribuable à la ville concernée par le contrat de ville est d'au moins 50% de la croissance du produit fiscal communautaire.

Un tel pacte n'ayant pas encore été adopté par Thonon Agglomération, il y a lieu de procéder au versement de cette DSC au profit de la ville de Thonon-les-Bains pour l'exercice 2022.

Le panier fiscal pris en considération est rappelé par Jean-Claude TERRIER, le principe étant de retenir la base minimale, soit 58 570€ pour 2022, les crédits ayant été prévus.

Délibération :

VU l'article L 5211-28-4 du CGCT,
VU les dispositions de l'article 1609 nonies C du code général des Impôts,
VU la délibération du Conseil Municipal de Thonon-les-Bains du 24 juin 2015 approuvant le Contrat de Ville pour le quartier prioritaire de Collonges-Sainte Hélène,
VU la signature du Contrat de Ville par l'ensemble des partenaires le 7 octobre 2015, et son avenant de prolongation,
VU l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2020-0013 du 06 mars 2020 approuvant la modification des statuts de la communauté d'agglomération « Thonon Agglomération ».

CONSIDERANT que Thonon Agglomération n'a pas adopté de Pacte Financier et Fiscal,
CONSIDERANT qu'en conséquence, il revient à Thonon Agglomération de verser une dotation de solidarité communautaire à la ville de Thonon-les-Bains qui comprend un quartier prioritaire,
CONSIDERANT que son montant évolue en fonction du dynamisme des ressources qui composent l'assiette,
CONSIDERANT qu'entre 2021 et 2022, la croissance des ressources de l'assiette prise en compte pour évaluer le niveau minimum de la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) s'établit à 117 140€ comme calculée ci-dessous,

Evolution des ressources "panier fiscal" pour calcul dsc Thonon					
	CFE	CVAE	IFER	TAFNB	TOTAL
2021	5 705 616	4 095 498	421 656	142 237	10 365 007
2022	5 963 642	3 912 717	447 467	158 321	10 482 147
Variation (2022 - 2021)	258 026	-182 781	25 811	16 084	117 140

Pour 2021 = Etat 1259 FPU

Pour 2022 = Etat **1259 FPU**

Calcul DSC minimum à verser à la commune de Thonon

Evolution des ressources "panier fiscal" entre 2021 et 2022 117 140

DSC minimum (>= à 50%) 58 570

CONSIDERANT qu'au moins la moitié de la croissance de ces ressources doit être versée à la commune bénéficiant des actions du contrat de ville soit une dotation minimum de 58 570 € en direction de la ville de Thonon.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

FIXE au **taux de 50 %**, la Dotation de Solidarité Communautaire à verser à la Ville de Thonon-les-Bains, **soit la somme de 58 570 € pour l'année 2022** comme représentant au minimum 50% de la croissance des impositions considérées par le code général des impôts,

PRECISE que les crédits sont inscrits au budget principal de l'exercice à l'imputation 739212.

N°2030

AUTORISATION D'ENGAGER, LIQUIDER ET MANDATER LES DEPENSES AVANT LE VOTE DES BUDGETS 2023

FINANCES - Service : Finances
Rapporteur : Jean-Claude TERRIER

Les collectivités peuvent engager des dépenses avant le vote de leur budget. Ces différentes possibilités sont prévues à l'article L. 1612-1 du CGCT. La circulaire n° NOR/INT/B/89/00017/C du 11 janvier 1989 venant préciser les dispositions des articles 15 à 22 de la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation détaille que c'est bien pour répondre à la pratique des collectivités qui adoptent en majorité leur budget à une période proche du délai limite que la pratique des « délibérations budgétaires spéciales » a été consacrée.

Ainsi, pour les dépenses de fonctionnement, la collectivité a la possibilité « de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses [...] dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente ».

Pour les dépenses d'investissement, la collectivité peut « engager, liquider et mandater les dépenses [...], dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette ».

Enfin, la collectivité peut « mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget ».

Ces diverses possibilités, inscrites dans la loi, permettent de pallier les déséquilibres dans le temps qu'engendre un vote du budget après le 1^{er} janvier.

Dès-lors, les votes des budgets étant prévus au 28 février 2023, il est proposé au Conseil Communautaire d'autoriser M. le Président à engager, liquider et mandater les dépenses en section d'investissement sur le fondement de l'article L. 1612-1 du CGCT.

Jean-Claude TERRIER précise que cette délibération concerne le budget principal et les 6 budgets annexes.

Astrid BAUD-ROCHE souhaite avoir des précisions sur la taxe d'aménagement, le Sénat ayant annulé la réforme inscrite en loi de finances pour 2022 qui imposait un partage de la taxe d'aménagement communale au bénéfice des EPCI. Ce reversement sera facultatif.

Or, une délibération a été adoptée sur le principe du partage.

Monsieur le Président indique qu'en fonction des dispositions réglementaires, le partage restant possible, une nouvelle délibération sera proposée sur le principe volontaire cette fois afin de financer les compétences ressortant de cette contribution (planification, réseaux, ...) et étant de compétence de l'agglomération.

Délibération :

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L1612-1,
VU les instructions budgétaires et comptables M14 et M49.

CONSIDERANT l'avancement de la procédure de préparation budgétaire 2023.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

AUTORISE M. le Président à engager, liquider et mandater les dépenses de la section d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts aux budgets de l'exercice 2022 (non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, les crédits reportés, hors AP/CP,) soit les montants maximums ci-dessous :

BUDGET PRINCIPAL

20	Immobilisations incorporelles	247 150€
204	Subventions d'équipements	383 484€
21	Immobilisations corporelles	288 059€
23	Immobilisations en cours	508 741€

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

20	Immobilisations incorporelles	66 250€
21	Immobilisations corporelles	66 600€

23	Immobilisations en cours	1 684 525 €
----	--------------------------	-------------

BUDGET ANNEXE DECHETS ORDURES MENAGERES

20	Immobilisations incorporelles	10 000 €
21	Immobilisations corporelles	394 925 €
23	Immobilisations en cours	365 323 €

BUDGET ANNEXE BERGES ET RIVIERES

20	Immobilisations incorporelles	20 000 €
21	Immobilisations corporelles	20 000 €
23	Immobilisations en cours	300 000 €

BUDGET EAU POTABLE

20	Immobilisations incorporelles	30 750 € HT
21	Immobilisations corporelles	212 750 € HT
23	Immobilisations en cours	1 603 500 € HT

BUDGET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

20	Immobilisations incorporelles	0 €
21	Immobilisations corporelles	550 000 €
23	Immobilisations en cours	55 000 €

BUDGET MAPA

20	Immobilisations incorporelles	0 €
21	Immobilisations corporelles	10 000 €
23	Immobilisations en cours	10 000 €

AUTORISE M. le Président à signer tout document, toute pièce administrative ou comptable s'y rapportant, et plus généralement à faire le nécessaire.

N°2031

BUDGET EAU POTABLE - Tarification année 2023

FINANCES - Service : Eau
Rapporteur : Serge BEL

Les tarifs doivent être votés avant fin décembre 2022 afin d'être applicables au 1^{er} janvier 2023. Dans la continuité des étapes franchies depuis la prise de compétence « eau potable » au 1^{er} janvier 2020, la tarification arrive à sa première grande étape de convergence tarifaire qui doit voir le regroupement des prix pratiqués pour les 3 communes d'Anthy-sur-Léman, Le Lyaud et Thonon-les-Bains. Les tarifs appliqués aux 22 autres communes ainsi que ceux des prestations restent inchangés.

Serge BEL indique que la proposition a été présentée en Conseil d'exploitation. Il s'agit de mener à bien le lissage vers un tarif unique pour tout le territoire en 2028 et conformément aux attentes du contrôles de légalité. Elle permet de répondre aux projets d'investissement. Cette convergence s'effectue en deux temps.

Délibération :

VU la Loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, et notamment son article 66,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2224-2, L. 2224-12-1 et suivants,

VU l'arrêté du 6 août 2007 relatif à la définition des modalités de calcul du plafond de la part de la facture d'eau non proportionnelle au volume d'eau consommé,

VU les délibérations des communes de THONON-LES-BAINS, d'ANTHY-SUR-LEMAN et du LYAUD, ainsi que la délibération du comité syndicat du SEMV approuvant les tarifs du service public d'eau potable pour 2019,

VU l'avis favorable du Conseil d'exploitation de la régie de l'eau potable en date du 06 décembre 2022.

CONSIDERANT le principe d'égalité de traitement des usagers devant le service de l'eau de Thonon Agglomération, et le principe de convergence tarifaire qu'il induit,

CONSIDERANT les modalités différenciées de gestion dudit service sur le territoire,

CONSIDERANT que la tarification de ce service géré en régie peut être composée :

- d'une part fixe communautaire,
- d'une part variable communautaire.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

ADOPTE pour l'année 2023, sur le territoire communautaire, le zonage en 2 unités tarifaires, respectivement secteur Est (3 communes d'Anthy-sur-Léman, Le Lyaud et Thonon-les-Bains) et secteur Ouest (22 communes des Moises et Voiron),

ADOPTE pour l'année 2023, sur le territoire communautaire, les tarifs de l'eau potable différenciés selon le zonage précité et détaillé dans le tableau suivant :

EAU POTABLE - Parts fixes (abonnements) en € HT (TVA à 10,00 %)

Diamètre (mm)	Secteur Est (Anthy, Le Lyaud et Thonon)	Secteur Ouest (22 autres communes)
15	45,00	62,00
20	47,00	91,17
25	61,30	113,04
30	63,72	136,16
40	83,78	177,48
50	95,18	223,67
60	124,20	263,79
70	126,02	290,54
80	127,85	330,66
90	132,69	372,00

THONON agglomération

Allinges Anthy-sur-Léman Armoiy Ballaison Bons-en-Chablais
Brenthonne Cervens Chens-sur-Léman Douvaine Drailant Excenevex
Fessy Loisin Lully Le Lyaud Margencel Massongy Messery Nernier
Orcier Perrignier Sciez-sur-Léman Thonon-les-Bains Veigy-Foncenex Yvoire

100	137,53	410,88
150	161,86	517,88

EAU POTABLE - Parts variables (consommations) en € HT (TVA à 5,5 %)

Consommation au m ³	Secteur Est (Anthy, Le Lyaud et Thonon Les Bains)	Secteur Ouest (22 autres communes)
Tarif unique/m ³	1,13	1,60

EAU POTABLE - Tarifs spécifiques - Collectivités et Agriculteurs

Consommation au m ³	Secteur Est (Anthy, Le Lyaud et Thonon Les Bains)
De 0 à 20.000 m ³	1,13
De 20.001 à 100.000 m ³	0,60
Au-delà de 100.000 m ³	0,40
Tarif agricole consommation inférieure à 500 m ³	1,07
Tarif agricole consommation supérieure à 500 m ³	1,04

CONSERVE

les tarifs uniques à l'ensemble des communes membres de la Communauté d'agglomération, des prestations annexes selon le tableau suivant :

PRESTATIONS ET INTERVENTIONS DIVERSES POUR TOUTES LES ZONES en € HT (TVA en vigueur)

Catégorie	Désignation	Unité	HT
Déplacements et main d'œuvre	Heure de main d'œuvre et déplacement	Heure	30,00
Gestion du contrat	Ouverture ou fermeture temporaire du branchement	Forfait	45,00
	Gestion administrative d'un dossier (changement d'abonné)	Forfait	20,00
	Tarif pour abonnement temporaire	M ³	2,00
	Forfait de consommation à appliquer en cas de dégrèvement sans historique de consommation	50 m ³	
Interventions sur compteur	Relève du compteur à la demande de l'abonné	Forfait	30,00
	Modification du compteur (changement destination local, ...)	Forfait	150,00

	Pose ou dépose compteur	Forfait	50,00
	Etalonnage de compteur à la demande de l'abonné	Forfait	120,00
Interventions sur réseau et analyses	Intervention pour réduction du débit d'eau	Forfait	45,00
	Mesure de pression à la demande de l'abonné	Forfait	40,00
	Réalisation d'analyses à la demande de l'abonné	Forfait	20,00
	Réalisation d'analyses d'une source privée (	Forfait	180,00
	Contrôle des installations privatives de distribution d'eau potable, des ouvrages de prélèvement, puits et forages et des ouvrages de récupération des eaux de pluie	Forfait	180,00
Poteaux incendie	Contrôle annuel réglementaire des poteaux d'incendie privés	Forfait	40,00
	Fourniture et mise en place d'un compteur sur poteau incendie	Forfait	150,00

Travaux de raccordement au réseau d'eau potable	Un devis sera établi par le service Eau et Assainissement Antenne Thonon-Les-Bains à votre demande.
---	---

- PRECISE - que ces tarifs sont applicables à toute consommation d'eau ou prestation dès le 1^{er} janvier 2023,
- que ces tarifs sont assujettis à la TVA au taux en vigueur en application des dispositions législatives et autres redevances réglementaires,
- AUTORISE M. le Président à signer tous les actes et pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

N°2032

BUDGET EAU POTABLE - Tarification Agence de l'eau année 2023

FINANCES - Service : Eau

Rapporteur : Serge BEL

Les services de l'eau potable (Antennes Perrignier et Thonon) collectent trois redevances pour le compte de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, à savoir :

- *La redevance de pollution, dont le montant est fixé par l'Agence,*
- *La redevance pour modernisation des réseaux de collecte, dont le montant est également fixé par l'Agence,*
- *La redevance de préservation de la ressource qui est calculée globalement par l'Agence de l'Eau en fonction des volumes d'eau prélevés dans le milieu naturel.*

Il est proposé que l'ensemble des tarifs des redevances pour l'année 2023 restent identiques à ceux de l'année 2022.

Serge BEL présente la tarification 2023 des redevances pour le compte de l'agence de l'eau RMC, qui ne donne pas lieu à des questions.

Délibération :

VU la délibération n° CC000749 du Conseil Communautaire du 28 janvier 2020 approuvant les tarifs des redevances perçues pour le compte de l'Agence de l'Eau pour l'année 2020,
VU la délibération n° CC001616 du Conseil Communautaire du 21 décembre 2021 approuvant les tarifs des redevances perçues pour le compte de l'Agence de l'Eau pour l'année 2022,
VU l'avis du Conseil d'exploitation du 06 décembre 2022.

CONSIDERANT que l'agglomération collecte trois redevances pour le compte de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, à savoir :

- La redevance pour pollution domestique, qui s'applique aux consommations facturées par le service de l'eau potable et dont le montant est fixé par l'Agence,
- La redevance pour modernisation des réseaux de collecte, qui s'applique aux consommations facturées par le service de l'assainissement et dont le montant est également fixé par l'Agence,
- La redevance pour prélèvement sur la ressource en eau, qui est calculée par Thonon Agglomération en fonction de ses volumes d'eau prélevés dans le milieu naturel, sur la base de taux également fixés par l'Agence.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

- PREND acte des montants fixés pour l'année 2023 par l'Agence de l'Eau concernant :
- la redevance de pollution domestique à 0,28 €/m³ pour l'année 2023,
 - la redevance pour modernisation des réseaux de collecte à 0,16 €/m³ pour l'année 2023,
- CONSERVE les montants calculés pour la redevance de prélèvement sur la ressource en eau fixés
- à 0,080 €/m³ pour l'année 2023 sur les secteurs desservis par la commune d'**Anthy-sur-Léman** et sur le secteur **Moises et Voirons** concernant les communes d>Allinges, Armoy Ballaison, Bons-en-Chablais, Brenthonne, Cervens, Chens-sur-Léman, Douvaine, Draillant, Excenevex, Fessy, Loisin, Lully, Margencel, Massongy, Messery, Nernier, Orcier, Perrignier, Sciez, Veigy-Foncenex et Yvoire.
 - à 0,056 €/m³ pour l'année 2023 sur les secteurs desservis par les communes de **Thonon-les-Bains** et **Le Lyaud**.
- CONFIRME que la TVA s'applique :
- sur les redevances liées au service de l'eau potable au taux de 5,5 %,
 - sur la redevance liée au service de l'assainissement au taux de 10,00 %.

Arrivée de Mme Marie-Pierre BERTHIER

N°2033

BUDGET EAU POTABLE - Tarification «Participations financières exceptionnelles» - année 2023

FINANCES - Service : Eau
Rapporteur : Serge BEL

Lors des précédentes délibérations tarifaires approuvant le montant des tarifs pour l'année n+1, plusieurs lignes faisaient état de « pénalités » qui pouvaient être appliquées en cas de non-respect du règlement de service. Il s'avère que le terme « pénalité » ne peut être utilisé car il est du ressort du juge. Aussi, il convient d'établir une nouvelle délibération dénommée « Participations financières exceptionnelles » ; elle reprend les mêmes cas que précédemment.

Serge BEL précise la motivation juridique de l'évolution de la dénomination de cette tarification.

Délibération :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2224-2, L. 2224-12-1 et suivants,

VU les délibérations des communes de THONON-LES-BAINS, d'ANTHY-SUR-LEMAN et du LYAUD, ainsi que la délibération du comité syndicat du SEMV approuvant les tarifs du service public d'eau potable pour 2019,

VU la délibération n° CC000698 du Conseil Communautaire du 17 décembre 2019 approuvant les tarifs du service public d'eau potable pour l'année 2020,

VU la délibération n° CC001615 du Conseil Communautaire du 21 décembre 2021 approuvant les tarifs du service public d'eau potable pour l'année 2022,

VU l'avis favorable du Conseil d'exploitation de la Régie de l'eau potable en date du 06 décembre 2022.

CONSIDERANT que des pénalités ne peuvent être appliquées que par un juge et qu'il convient de modifier l'intitulé de la délibération,

CONSIDERANT que les tarifs proposés pour l'année 2023 restent identiques.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

ADOPTE le nouvel intitulé de la délibération, à savoir « Participations financières exceptionnelles »,

CONSERVE pour l'année 2023, les tarifs détaillés dans le tableau suivant :

Participations financières exceptionnelles			
Vol d'eau	Vol d'eau (raccordement ou prélèvement sur PI sans autorisation)	Par raccordement	1.000,00 € HT
Compteur et organes réseau	Manœuvre des organes du réseau public sans autorisation	Par manœuvre	1.000,00 € HT
	Compteur inversé, déplombé, disparition ou changement du compteur sans autorisation	Forfait	1.000,00 € HT
Autres infractions	Gêne persistante à l'exécution du service public dans de bonnes conditions : rdv sans suite, refus d'accès contrôle installations privées, etc.	Forfait	50,00 € HT
	Toute autre infraction au RS	Forfait	150,00 € HT
	Persistance de l'infraction en dépit d'une précédente sanction ou autre infraction justifiée	Forfait	2.000,00 € HT
Risques	Risque sanitaire par retour d'eau ou d'utilisation d'appareils interdits, incluant la fermeture du branchement	Forfait	195,00 € HT

PRECISE que ces tarifs sont assujettis à la TVA aux taux en vigueur en application des dispositions législatives et autres redevances réglementaires,
AUTORISE M. le Président à signer tous les actes et pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

N°2034

BUDGET ASSAINISSEMENT - Tarification Redevances collectif et non collectif - Année 2023

FINANCES - Service : Eau

Rapporteur : Serge BEL

Les tarifs pour la redevance d'assainissement doivent être votés avant fin décembre 2022, afin d'être appliqués au 1^{er} janvier 2023. Dans la continuité de la convergence des tarifs, il est proposé un zonage en 2 unités tarifaires, respectivement « Thonon » et « Autres communes ».

Ainsi, les tarifs de la zone « ex-CC Bas-Chablais » restent inchangés et ceux de la zone « ex-CC Collines du Léman » passe de 2,15 €/m³ HT pour la part variable séparatif, à 2.11€/ m³ HT et pour la part variable séparatif défaut de branchement, le tarif passe de 4.30€/m³ HT à 4.22€/m³ HT.

Serge BEL présente la tarification des redevances collectif et non collectif pour l'année 2023 qui ne donne pas lieu à des questions.

Délibération :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2224-12-2,
VU le Code de la Santé Publique et notamment son article L.1331-1,
VU l'arrêté du 6 août 2007 relatif à la définition des modalités de calcul du plafond de la part de la facture d'eau non proportionnelle au volume d'eau consommé,
VU l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2016 prononçant la fusion de la Communauté de Communes du Bas-Chablais avec la Communauté de Communes des Collines du Léman, avec extension à la Commune de Thonon-les-Bains, permettant la création d'une Communauté d'Agglomération « Thonon Agglomération » à compter du 1^{er} janvier 2017,
VU l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2020-0013 du 06 mars 2020 approuvant la modification des statuts de la communauté d'agglomération « Thonon Agglomération »,
VU l'avis du Bureau Communautaire du 21 mars 2017, du 12 décembre 2017 et du 20 décembre 2022,
VU la délibération n° DEL2017-414 du 19 décembre 2017 qui approuve la période de lissage,
VU la délibération n° DEL2018-045 du 27 mars 2018 qui annule la précédente délibération par suite du recours gracieux de la Préfecture,
VU la délibération n° CC001613 du 21 décembre 2021 approuvant les tarifs pour l'année 2022.

CONSIDERANT le principe d'égalité de traitement des usagers devant le service assainissement de Thonon Agglomération,

CONSIDERANT les modalités différenciées de gestion dudit service sur le territoire,

CONSIDERANT que la tarification de ce service géré en régie peut être composée :

- d'une part fixe communautaire,
- d'une part variable communautaire.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

- ADOPTE pour l'année 2023, sur le territoire communautaire, le zonage en 2 unités tarifaires, respectivement « Thonon-les-Bains » et « autres communes »,
- PRECISE qu'en vertu de l'article L1331-1 à L1331-7-1 du code de la santé publique stipule, il peut être décidé par la collectivité qu'entre la mise en service du réseau public de collecte et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle perçoit auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article L. 2224-12-2 du code général des collectivités territoriales. Cette redevance équivalente peut être majorée dans la limite de 400 % mais elle avait été fixée par le Conseil communautaire ; à 100%.
- ADOPTE les tarifs de la redevance assainissement pour l'année 2023, applicable à compter du 1^{er} janvier 2023 :
- Territoire « Autres communes » : Allinges, Anthy-sur-Léman, Armoy, Ballaison, Bons-en-Chablais, Brenthonne, Cervens, Chens-Sur-Léman, Douvaine, Draillant, Excenevex, Fessy, Le Lyaud, Loisin, Lully, Margencel, Massongy, Messery, Nernier, Orcier, Perrignier, Sciez-sur-Léman, Veigy-Foncenex et Yvoire.
 - Part fixe¹ : 57 €/An HT
 - Part variable : 2,11 €/m³ HT
 - **Part variable redevance équivalente³ : 2,11 €/m³ (sans TVA)**
 - Part variable séparatif défaut de branchement² : 4.22 €/m³ HT
 - Part variable unitaire sans part fixe : 1.37 €/m³ HT
 - Assainissement autonome : Forfait annuel 40 € HT
 - Assainissement autonome défaut² : Forfait annuel 80 € HT
 - Territoire « Thonon »
 - Part fixe¹ : 20 €/An HT
 - Part variable : 1,334 €/m³ HT
 - **Part variable redevance équivalente³ : 1,334 €/m³ (sans TVA)**
 - Part variable séparatif défaut de branchement² : 2.668 €/m³ HT
 - Assainissement autonome : Forfait annuel 40 € HT
 - Assainissement autonome défaut² : Forfait annuel 80 € HT

¹ : part fixe par unité de logement desservi, dont le montant ne dépasse pas 30 % du coût du service

² : redevance équivalente à la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement si son immeuble avait été raccordé au réseau ou équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire

AUTORISE M. le Président à signer tout document, toute pièce administrative ou comptable s'y rapportant, et plus généralement à faire le nécessaire.

N°2035

BUDGET ASSAINISSEMENT - Tarification traitement de matière de vidange à la Station d'Épuration de Douvaine - Année 2023

FINANCES - Service : Eau

Rapporteur : Serge BEL

Les tarifs de traitement en matière de vidange à la Station d'Épuration de Douvaine doivent être votés avant fin décembre 2022, afin d'être appliqués au 1^{er} janvier 2023.

Il est proposé de modifier deux tarifs :

- « traitement des dépotages de graisses » (hors territoire TA) qui passerait de 86,10 € HT /m³ à 100,00 € HT /m³
- ainsi que « traitement des boues extérieures » de 7,50 € HT / m³ à 10,00 € HT / m³.

Serge BEL présente la tarification du traitement de matière de vidange à la Station d'Épuration de Douvaine pour l'année 2023 qui ne donne pas lieu à des questions.

Délibération :

VU le code général des collectivités territoriales,
VU le code de la santé publique,
VU la directive cadre européenne sur l'Eau du 23 octobre 2000,
VU l'arrêt d'exploitation de la Station d'épuration de Douvaine du 10 juin 2013,
VU l'avis du Bureau Communautaire du 21 mars 2017,
VU l'avis du Bureau Communautaire du 12 décembre 2017,
VU l'avis du Bureau Communautaire du 20 décembre 2022,
VU la délibération n° DEL2017.413 du 22 décembre 2017 approuvant les tarifs pour l'année 2018,
VU la délibération n° CC001614 du 21 décembre 2021 approuvant les tarifs pour l'année 2022.

CONSIDERANT, que la station d'épuration de Douvaine est équipée d'une unité de traitement des matières de vidanges et d'une unité de traitement des graisses,
CONSIDERANT que la station d'épuration de Douvaine peut accueillir ces matières de vidange et graisses en provenance des établissements autorisés par les autorités compétentes dans la limite des capacités de traitement respectif.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

CONSERVE les tarifs pour l'année 2023, suivant le détail dans le tableau ci-dessous :

Dénomination des tarifs	Détails	Tarifs HT	Date d'entrée en vigueur
Territoire Thonon Agglomération			
Traitement matière de vidange	Traitement des matières de vidange de fosse septique du territoire, déversées à la STEP de Douvaine	0 € HT /m ³	01/01/2018
Traitement dépotage des graisses	Traitement des graisses déversées à la STEP de Douvaine	86,10 € HT /m ³	01/01/2018
Traitement déversement de jus de compostage	Traitement des eaux usées en provenance de sociétés d'hydrocurage, très peu chargées en pollution, à la STEP de Douvaine	86,10 € HT /m ³	01/01/2018
Traitement déversement issus d'ouvrage d'eaux pluviales	Traitement des eaux usées en provenance de sociétés d'hydrocurage, très peu chargées en pollution, à la STEP de Douvaine	43,05 € HT /m ³	01/01/2022
HORS Territoire Thonon Agglomération			
Traitement matière de vidange	Traitement des matières de vidange déversées à la STEP de Douvaine	43,05 € HT /m ³	01/01/2018

Traitement déversement de jus de compostage	Traitement des eaux usées en provenance de sociétés d'hydrocurage, très peu chargées en pollution, à la STEP de Douvaine	86,10 € HT /m ³	01/01/2018
Traitement déversement issus d'ouvrages d'eaux pluviales	Traitement des eaux usées en provenance de sociétés d'hydrocurage, très peu chargées en pollution, à la STEP de Douvaine	86,10 € HT /m ³	01/01/2018

APPROUVE la modification des tarifs pour l'année 2023, suivant le détail dans le tableau ci-dessous :

Dénomination des tarifs	Détails	Tarifs HT	Date d'entrée en vigueur
HORS Territoire Thonon Agglomération			
Traitement dépotage des graisses	Traitement des graisses déversées à la STEP de Douvaine	100,00 € HT /m ³	01/01/2023
Traitement boues extérieures	Traitement des boues de STEP extérieures	10,00 € HT / m ³	01/01/2023

AUTORISE M. le Président à signer tout document, toute pièce administrative ou comptable s'y rapportant, et plus généralement à faire le nécessaire.

N°2036

BUDGET ASSAINISSEMENT - Tarification Contrôles et Participations au financement de l'assainissement collectif - Année 2023

FINANCES - Service : Eau
Rapporteur : Serge BEL

Les tarifs doivent être votés avant fin décembre 2022, afin d'être appliqués au 1^{er} janvier 2023. Il indique également que depuis 2018, les tarifs restent inchangés. En matière de contrôle de l'assainissement non collectif (ANC), il est proposé deux nouveaux tarifs distinguant

- la conception d'implantation du système à 54,00 € HT
- ainsi que l'exécution du système à 126,00 € HT ;
- tout en conservant le tarif générique à 180,00€ HT.

Jean-Baptiste BAUD s'interroge sur les délais de raccordements au réseau collectif des personnes honorant ces paiements.

Serge BEL précise que cela est réalisé en fonction des renouvellements des réseaux et qu'une analyse est faite, à chaque fois, de la capacité à reprendre les branchements. Il est souligné aussi le flux tendu au niveau des entreprises intervenant. Il est rappelé que nous nous basons sur le PPI.

Monsieur le Président indique qu'un schéma directeur est en cours d'élaboration avec priorité à équiper les secteurs ayant des captages d'eau.

Délibération :

- VU le code général des collectivités territoriales,
- VU le code de la santé publique,

VU la directive cadre européenne sur l'Eau du 23 octobre 2000,
VU l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2016 du 14 novembre 2016 portant la fusion de la Communauté de Communes du Bas-Chablais avec la Communauté de Communes des Collines du Léman, avec extension à la Commune de Thonon-les-Bains, permettant la création d'une Communauté d'Agglomération « Thonon Agglomération à compter du 1^{er} janvier 2017,
VU l'avis du Bureau Communautaire du 21 mars 2017,
VU l'avis du Bureau Communautaire du 20 décembre 2022,
VU la délibération n° DEL2017.128 du 28 mars 2017 approuvant les tarifs pour l'année 2017,
VU la délibération n° DEL2017.412 du 19 décembre 2017 approuvant les tarifs pour l'année 2018.

CONSIDERANT, en matière de Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC), qu'il avait été approuvé d'unifier les tarifs sur l'ensemble du territoire en 2018,
CONSIDERANT que les tarifs votés depuis 2018 restent inchangés,
CONSIDERANT qu'en matière de contrôles les prestations peuvent être différenciées entre la conception d'implantation du système et l'exécution du système.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

CONSERVE les tarifs pour l'année 2023, suivant le détail dans le tableau ci-dessous :

Dénomination des tarifs	Détails	Tarifs HT	Date d'entrée en vigueur
Territoire Thonon Agglomération			
Contrôle ANC	Contrôle de conception, d'implantation et d'exécution du système d'ANC	180,00€	01/01/2018
Contrôle Assainissement collectif	Contrôle de conformité de l'installation (Vente)	128,00€	01/01/2018
PFAC « domestique / construction à usage d'habitation »			
Participation au Financement de l'Assainissement Collectif	Tarif 1-1 – Habitation d'un logement égal ou inférieur à 200m ² de surface de plancher créée	1 500€	01/01/2018
PFAC	Tarif 1-2 – Habitation d'un logement comportant une surface de plancher créée de plus de 200m ²	16 €/m ²	01/01/2018
PFAC	Tarif 2 – Immeuble en élévation, par appartement	1 800€	01/01/2018
PFAC	Tarif 3 – Lotissement et groupe d'habitation de type copropriété horizontale	Tarif 1, 2 par logement	01/01/2018
PFAC « assimilé domestique »			
PFAC	Tarif 4 – Commerces, bureaux : par tranche de 40 m ² de planchers	750 €	01/01/2018

THONON agglomération

Allinges Anthy-sur-Léman Armoiy Ballaison Bons-en-Chablais
Brenthonne Cervens Chens-sur-Léman Douvaine Draillant Excenevex
Fessy Loisin Lully Le Lyaud Margencel Massongy Messery Nernier
Orcier Perrignier Sciez-sur-Léman Thonon-les-Bains Veigy-Foncenex Yvoire

PFAC	Tarif 5 – Hôtels, restaurant (hors logement) : par tranche de 40 m ² de planchers	780 €	01/01/2018
PFAC	Tarif 6 – Industrie, (hors logement) : par tranche de 100 m ² de planchers	1 500 €	01/01/2018
PFAC	Tarif 7 – Artisanat, (hors logement) : par tranche de 100 m ² de planchers	750 €	01/01/2018
PFAC	Tarif 8 – Aire d'accueil des gens du voyage, terrain aménagé pour l'hébergement touristique (camping) : par tranche de 100 m ² de terrain	150 €	01/01/2018
PFAC	Tarif 9 – Station de lavage de véhicules/autres, par poste de lavage + surface de bâtiment tarif 4 ou 5	1 500 €	01/01/2018
PFAC	Tarif 10 – Extension d'un bâtiment existant, ou création d'une surface habitable sans création de plancher, de nature à générer des eaux usées supplémentaires	10 €/m ²	01/01/2018
PFAC	Tarif 11 – Locaux d'équipements publics ou d'intérêt collectif, en fonction de la surface de plancher créée	10 €/m ²	01/01/2018

ADOPTE les tarifs pour l'année 2023, suivant le détail dans le tableau ci-dessous :

Dénomination des tarifs	Détails	Tarifs HT	Date d'entrée en vigueur
Territoire Thonon Agglomération			
Contrôle ANC	Contrôle de conception d'implantation du système d'ANC	54,00 €	01/01/2023
	Contrôle d'exécution du système d'ANC	126,00 €	01/01/2023

AUTORISE M. le Président à signer tout document, toute pièce administrative ou comptable s'y rapportant, et plus généralement à faire le nécessaire.

N°2037

APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLUi DU BAS-CHABLAIS

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET STRATEGIE FONCIERE - Service : Urbanisme
Rapporteur : Christophe SONGEON

Par arrêté n°ARR-URB2021.0004 en date du 9 juillet 2021, Monsieur le Président a prescrit la modification simplifiée n°1, prévue aux articles L. 153-45 et suivants, du PLUi du Bas-Chablais. Les objectifs de la procédure ont été modifiés par arrêté n°ARR-URB2022.003 en date du 9 août 2022. Cette

modification fait suite au constat de l'inadéquation de la procédure menée avec l'objectif d'intégration du décret relatif à la liaison autoroutière concédée Machilly-Thonon, intégration qui sera menée à bien par le biais d'une autre procédure.

Aussi, cette modification simplifiée n°1 vise plus précisément à faire évoluer les pièces réglementaires du PLUi du Bas-Chablais :

- *Sans porter atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD),*
- *Sans réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,*
- *Sans réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances.*

Pour rappel, cette procédure revêt une forme simplifiée dans la mesure où les modifications envisagées n'ont pas pour conséquence de :

- *Majorer de plus de 20% les possibilités de construction, résultant dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan,*
- *Diminuer les possibilités de construire,*
- *Réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.*

La procédure de Modification simplifiée n°1 du PLUi du Bas-Chablais porte sur les éléments suivants :

- *Evolutions du règlement écrit, notamment pour corriger les erreurs matérielles,*
- *Correction d'erreurs matérielles graphiques sur les communes de Ballaison et de Douvaine,*
- *Mises à jour des annexes.*

Le dossier de modification simplifiée n°1 du PLUi du Bas-Chablais a été notifié aux personnes publiques associées, ainsi qu'à la mission régionale de l'autorité environnementale (MRAE) pour l'étude du cas par cas, à l'issue de laquelle il n'a pas été demandé de réaliser d'évaluation environnementale.

Revêtant une forme simplifiée, la procédure n'est pas soumise à enquête publique, mais le dossier, conformément à l'article L. 153-47 du Code de l'urbanisme, a fait l'objet d'une mise à disposition auprès du public, avec des modalités qui ont été fixées par délibération du Conseil Communautaire de Thonon Agglomération en date du 19 juillet 2022.

A l'issue de cette mise à disposition du dossier de modification simplifiée n°1 du PLUi du Bas-Chablais, qui s'est tenue du lundi 3 octobre 2022 jusqu'au vendredi 04 novembre 2022, 20 contributions ont été recueillies (2 courriers, 9 mails et 9 observations sur les registres papier).

Le dossier d'approbation pouvant être modifié afin de tenir compte des avis des personnes publiques associées et des résultats de la mise à disposition, une évolution a été actée afin de corriger une erreur matérielle de coupure verte sur la parcelle D 3543 sur la commune de Douvaine. Les autres demandes n'ont pas pu être prises en compte, soit du fait qu'elles portaient sur des points en dehors des objectifs prescrits, soit parce que les évolutions demandées n'étaient pas en adéquation avec le champ d'application de la modification simplifiée prévue aux articles L. 153-45 et suivants du Code de l'urbanisme.

Il est rappelé qu'une autre procédure de modification de droit commun est engagée sur le PLUi du Bas-Chablais. Cette procédure de modification n°1 de droit commun du PLUi du Bas-Chablais s'inscrit dans le même calendrier que la modification simplifiée n°1 du PLUi du Bas-Chablais.

Le dossier de modification simplifiée n°1 du PLUi du Bas-Chablais est désormais prêt à être approuvé.

Lien d'accès au dossier de modification simplifiée n°1 du PLUi du Bas-Chablais :
<https://dl.thononagglo.fr/s/bzxR8cjYPZN9RXT>

Christophe SONGEON restitue le projet porté par cette modification simplifiée qui n'impacte pas le PADDi.

Aucune évaluation environnementale n'a été demandée par la MRAE. La mise à disposition du public a donné lieu à 20 contributions dont l'immense majorité ne relevaient pas de la modification simplifiée.

Délibération :

VU le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 153-45 et suivants, relatifs à la procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme,

VU l'arrêté préfectoral N° PREF/DRCL/BCLB-2020-0013 du 06 mars 2020 approuvant la modification des statuts de la communauté d'agglomération Thonon Agglomération,

VU la délibération n° CC000772 en date du 25 février 2020 approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) du Bas-Chablais,

VU l'arrêté n° ARR-URB2021.0003 pris par Monsieur le Président de Thonon Agglomération en date du 09 juillet 2021, prescrivant la procédure de modification simplifiée n°1 du PLUi du Bas-Chablais,

VU l'arrêté n° ARR-URB2022.003 pris par Monsieur le Président de Thonon Agglomération en date du 09 août 2022, modifiant les objectifs poursuivis par la modification simplifiée n°1 du PLUi du Bas-Chablais,

VU la notification du dossier de Modification simplifiée n°1 du PLUi du Bas-Chablais aux Personnes Publiques Associées,

VU l'avis de la mission régionale de l'autorité environnementale (MRAE) en date du 12 octobre 2022, indiquant que le dossier n'était pas soumis à évaluation environnementale,

VU la délibération n° CC001898 du Conseil Communautaire de Thonon Agglomération en date du 19 juillet 2022 fixant les modalités de la mise à disposition du dossier de modification simplifiée n°1 du PLUi du Bas-Chablais,

VU la mise à disposition du dossier de modification simplifiée n°1 du PLUi du Bas-Chablais qui s'est tenue du lundi 3 octobre 2022, jusqu'au vendredi 04 novembre 2022,

VU le bilan de la mise à disposition du dossier de modification simplifiée n°1 du PLUi du Bas-Chablais.

CONSIDERANT le bilan de la mise à disposition du dossier de modification simplifiée n°1 du PLUi du Bas-Chablais,

CONSIDERANT que faisant suite aux avis des personnes publiques associées et à la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée n°1 du PLUi du Bas-Chablais, une évolution a été apportée au dossier, sans remettre en cause l'économie générale de la procédure,

CONSIDERANT que la modification simplifiée n°1 du PLUi du Bas-Chablais est prête à être approuvée, conformément aux articles du Code de l'urbanisme susvisés.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

APPROUVE telle qu'elle est annexée, la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Bas-Chablais,

- DIT que conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage à l'antenne de Ballaison de Thonon Agglomération – Domaine de Thénières 74140 BALLAISON, et dans les mairies des communes couvertes par le PLUi du Bas-Chablais, durant un mois, et d'une mention dans un journal diffusé dans le département,
- PRECISE la présente délibération ne sera exécutoire qu'à compter de sa réception en Préfecture et de l'accomplissement de l'ensemble des mesures de publicité,
- PRECISE que le dossier de modification simplifiée n°1 du PLUi du Bas-Chablais est tenu à la disposition du public :
- A l'antenne de Ballaison de Thonon Agglomération – 74140 BALLAISON – aux jours et heures habituels d'ouverture ;
 - Dans les mairies des communes couvertes par le PLUi du Bas-Chablais – aux jours et heures habituels d'ouverture ;
 - A la Préfecture de Haute-Savoie ;
- PRECISE que la présente délibération, accompagnée du dossier de modification simplifiée n°1 du PLUi du Bas-Chablais, sera transmis à Monsieur le préfet de Haute-Savoie.

N°2038

APPROBATION DE LA MODIFICATION N°1 DE DROIT COMMUN DU PLUi DU BAS-CHABLAIS

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET STRATEGIE FONCIERE - Service : Urbanisme Rapporteur : Christophe SONGEON

Par arrêté n°ARR-URB2021.0004 en date du 9 juillet 2021, Monsieur le Président a prescrit la modification n°1 de droit commun, prévue aux articles L. 153-36 et suivants, du PLUi du Bas-Chablais.

I – Objectifs poursuivis par la modification n°1 de droit commun du PLUi du Bas-Chablais

Cette procédure porte sur les éléments suivants :

A- Règlement écrit :

- Adaptation des règles écrites pour les zones de STECAL, afin que les dispositions soient davantage cohérentes sur l'encadrement des possibilités de construction

B- Règlement graphique

- **Correction erreurs matérielles**
- **Passage de zones 2AU en 1AU (avec OAP)**
 - Passage de la zone 2AU sur la commune de Douvaine en 1AU avec création d'une OAP relative à au projet de piscine intercommunal et équipements associés
 - Passage de la zone 2AU Chardoloz sur la commune de Lully en zone 1AU avec création d'une OAP
- **Identification pour changement de destination**
- **Créations et modifications de secteurs de taille et de capacité d'accueil limitée (stecal)**
 - Création de stecals pour des équipements publics et sportifs
- **Evolution de zonage**
 - Evolution de zonage entre zones constructibles
 - Suppression des zones 1AU où ont été mises en œuvre des opérations
 - Evolution de certaines zones 1AUD justifiée par la contiguïté de parcelles non bâtie ou faiblement bâtie

- Création de zones Ad (ISDI)
 - Réinstauration d'une zone 1AU pour une opération non réalisée à ce jour et classée en zone U (Anthy-sur-Léman)
 - Intégration d'une parcelle bâtie faisant partie d'un camping en zone Nc au lieu de N (Excenevex)
 - Ajout des protections patrimoniales (Veigy-Foncenex)
 - **Emplacements réservés (ER) et servitude de gel → L. 151-41**
 - Création d'emplacements réservés pour des cheminements routiers et piétons, ainsi que d'autres installations d'intérêt collectif (ex : point d'apport volontaire)
 - Evolution d'emplacements réservés existants, pour des grandissements, élargissements, rétrécissements
 - Suppression d'emplacements réservés pour des projets réalisés ou annulés
 - Suppression de servitudes de gel
- C- Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) sectorielles**
- Evolution des priorités des OAP
 - Supprimer les OAP concernant des tènements ayant fait l'objet d'opérations mises en œuvre
 - Ajustement des OAP dont les périmètres 1AU ont légèrement évolué
 - Modification de certaines densités d'OAP dans le respect du maintien de l'économie générale du PLUi du Bas-Chablais approuvé le 25 février 2020, tenant compte aussi de la cohérence entre les dispositions du règlement écrit et les principes des OAP

Ces objectifs ont été fixés à la suite d'un travail collaboratif mené avec les communes couvertes par le PLUi du Bas-Chablais, ayant permis d'identifier les besoins d'évolution. Cette démarche itérative et collaborative a été poursuivie tout au long de la procédure jusqu'à la notification du dossier de modification n°1 de droit commun du PLUi du Bas-Chablais.

Il est rappelé qu'une autre procédure de modification, sous forme simplifiée, est engagée sur le PLUi du Bas-Chablais, et concerne les évolutions du règlement écrit. Cette procédure de modification simplifiée n°1 du PLUi du Bas-Chablais s'inscrit dans le même calendrier que la modification de droit commun.

II - Justification de l'ouverture des zones 2AU

Cette modification n°1 de droit commun du PLUi du Bas-Chablais porte sur l'ouverture des zones 2AU suivantes :

- Zone 2AU Chardoloz sur la commune de Lully
- Zone 2AU située rue des Acacias à Douvaine, pour le site dédié à l'équipement sportif et à la piscine

Conformément au Code de l'urbanisme, et notamment l'article R. 151-20, les ouvertures à l'urbanisation des deux zones 2AU, ont fait l'objet d'une délibération du Conseil Communautaire en date du 20 juillet 2021.

III – Notification du dossier de modification n°1 de droit commun du PLUi du Bas-Chablais et enquête publique

Le dossier de modification de droit commun a été notifié aux personnes publiques associées, aux communes membres de Thonon Agglomération et couvertes par le PLUi du Bas-Chablais, et à l'autorité

environnementale. Le dossier est également passé en commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF), ayant rendu un avis le 16 juin 2022.

A l'issue de la phase de consultation et de la réception des avis, une enquête publique conjointe s'est tenue du 13 juin 2022 jusqu'au 11 août 2022, avec 3 objets :

- Modification n°1 de droit commun du PLUi du Bas-Chablais,
- Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLUi du Bas-Chablais pour la création d'un groupe scolaire sur la commune de Sciez,
- Modification du périmètre délimité des abords des monuments historiques sur la commune de Douvaine.

Le commissaire enquêteur, faisant suite au mémoire en réponse de Thonon Agglomération au procès-verbal de synthèse de l'enquête publique, a émis un avis favorable sans réserve à la procédure de modification n°1 de droit commun du PLUi du Bas-Chablais.

Sur la base du rapport du commissaire enquêteur, des avis des personnes publiques associées et des avis des communes couvertes par le PLUi du Bas-Chablais, des modifications ont été apportées, sans que celles-ci n'altèrent l'économie générale de la procédure.

IV - Synthèse des évolutions apportées dans le dossier d'approbation de la modification n°1 de droit commun du PLUi du Bas-Chablais

Document	Evolutions apportées
Rapport de présentation	<ul style="list-style-type: none"> • Rectification d'une information relative à la servitude de mixité sociale sur l'OAP ANT 2
Règlement écrit	<ul style="list-style-type: none"> • Précisions apportées sur les dispositions relatives à la zone 1AUB ne portant que sur le périmètre couvert par l'OAP SCI 9
Secteur de taille et de capacité d'accueil limitées	<ul style="list-style-type: none"> • Suppression de l'augmentation de surface constructible dans la zone Ace à Yvoire • Suppression de l'augmentation de la constructibilité de la zone Aht de Buffavent à Lully • Suppression de la zone Ne à Margencel sur le terrain situé Route du Moulin Redon
Emplacement réservé	<ul style="list-style-type: none"> • Suppression ER n°23 sur les zones agricoles
Orientation d'aménagement et de programmation (OAP)	<ul style="list-style-type: none"> • Sur la commune de Douvaine, réduction du périmètre DOU1 Les Loches, et passage en zone UH de la parcelle sortie de l'OAP ; • Sur la commune de Messery, réduction de l'OAP MES 5 afin de créer un espace tampon entre une parcelle bâtie et l'OAP, et passage du terrain en zone UD ;

	<ul style="list-style-type: none">• Réduction de l'OAP SCI 2 et reclassement de la parcelle sortie en zone UX2• Sur la commune de Nernier, ajout de la vocation « santé » dans l'OAP NER3
--	--

En conséquence de ce qui précède, le dossier de modification n°1 de droit commun est désormais prêt à être approuvé par le Conseil Communautaire de Thonon Agglomération.

Lien d'accès au dossier de la modification n°1 de droit commun du PLUi du Bas-Chablais : <https://dl.thononagglo.fr/s/fyBe2BP7eawntQ7>

Michel BURGNARD s'interroge sur l'intégration des modifications apportées au niveau des documents suite à une vérification qu'il a effectué.

Délibération :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L. 153-19,
VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 à L. 123-19 et R.123-1 à R. 123-46,
VU l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2016 prononçant la fusion de la Communauté de Communes du Bas-Chablais avec la Communauté de Communes des Collines du Léman, avec extension à la commune de Thonon-les-Bains, permettant la création d'une Communauté d'Agglomération « Thonon Agglomération » à compter du 1^{er} janvier 2017,
VU l'arrêté préfectoral N° PREF/DRCL/BCLB-2020-0013 du 06 mars 2020 approuvant la modification des statuts de la communauté d'agglomération Thonon Agglomération,
VU la délibération n° CC000772 en date du 25 février 2020 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Bas-Chablais,
Vu l'arrêté n° ARR-URB2021.04 pris par Monsieur le Président de Thonon Agglomération en date du 09 juillet 2021, prescrivant la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Bas-Chablais,
VU la délibération n° CC01377 du Conseil Communautaire de Thonon Agglomération en date du 20 juillet 2021 validant les justifications relatives à l'ouverture des zones 2AU,
VU l'avis du Conseil Départemental de Haute-Savoie en date du 15 mars 2022,
VU l'avis de l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) en date du 30 mars 2022,
VU l'avis du Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais (SIAC) en date du 13 avril 2022,
VU l'avis de la Préfecture de Haute-Savoie en date du 15 juin 2022,
VU l'avis de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) en date du 16 juin 2022,
VU l'avis des communes couvertes par le PLUi du Bas-Chablais,
VU l'avis de la mission régionale de l'autorité environnementale (MRAE) en date du 26 avril 2022,
VU le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur en date du 06 septembre 2022,
VU les évolutions apportées au dossier de modification n°1 de droit commun du PLUi du Bas-Chablais, et résultant de l'enquête publique, des avis des personnes publiques associées et des communes couvertes par le PLUi du Bas-Chablais,

CONSIDERANT que les résultats de l'enquête publique assortis d'un avis favorable sans réserve de Monsieur le Commissaire enquêteur,

CONSIDERANT que faisant suite aux conclusions de Monsieur le Commissaire enquêteur, des avis des personnes publiques associées, des communes couvertes par le PLUi du Bas-Chablais, des évolutions ont été apportées, sans remettre en cause l'économie générale du projet,
CONSIDERANT que la modification n°1 de droit commun du PLUi du Bas-Chablais est prête à être approuvée, conformément aux articles susvisés du Code de l'urbanisme.

Le Conseil Communautaire,

POUR : 45

CONTRE : 1 (Serge BEL)

ABSTENTION : -

APPROUVE telle qu'elle est annexée à la présente délibération, la modification n°1 de droit commun du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Bas-Chablais,
DIT que conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage à l'antenne de Ballaison de Thonon Agglomération – Domaine de Thénières 74140 BALLAISON, et dans les mairies des communes couvertes par le PLUi du Bas-Chablais, durant un mois, et d'une mention dans un journal diffusé dans le département,
PRECISE que la présente délibération ne sera exécutoire qu'à compter de sa réception en Préfecture et de l'accomplissement de l'ensemble des mesures de publicité,
PRECISE que le dossier de modification n°1 de droit commun du PLUi du Bas-Chablais est tenu à la disposition du public :

- A l'antenne de Ballaison de Thonon Agglomération – 74140 BALLAISON – aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- Dans les mairies des communes couvertes par le PLUi du Bas-Chablais – aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- A la Préfecture de Haute-Savoie ;

PRECISE que la présente délibération, accompagnée du dossier de modification n°1 de droit commun du PLUi du Bas-Chablais, sera transmis à Monsieur le Préfet de Haute-Savoie.

N°2039

HAUTE SAVOIE RENOVATION ENERGETIQUE (HSRE) - Avenant convention

HABITAT - LOGEMENT - Service : Habitat - Transition Energétique Rapporteur : Claire CHUINARD

Thonon Agglomération est rattachée depuis 2022 au Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat (SPPEH) porté par le département : « Haute Savoie Rénovation Energétique ». En conséquence, une convention de coordination et de financement du service pour la période 2022-2023 et définissant les engagements respectifs du Département et de Thonon Agglomération a été signée en avril dernier. Cette convention comprend des annexes précisant notamment les coûts des actes des prestataires, ainsi que les financements mobilisables (SARE).

Il s'avère que des précisions sont à apporter à ces annexes, liées notamment à la répartition des coûts entre les 2 prestataires missionnés ou à leurs modalités de révision. Elles sont formalisées via un avenant, objet du présent projet de délibération.

Claire CHUINARD rappelle que HSRE succède à REGENERO et souligne que cet avenant comporte quelques ajustements à la marge pour faciliter la gestion du contrat avec les prestataires (Asters et Innovales).

Délibération :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la délibération n° CC000444 du Conseil Communautaire de Thonon Agglomération du 21 mai 2019 relative au rattachement à la plateforme Territoriale de Rénovation Energétique du Genevois Français,
VU la délibération n° CCM000858 du Conseil Communautaire de Thonon Agglomération du 18 juin 2020, approuvant le PLH 2020-2026,
VU la délibération n° CP-2020-07 / 07-37-4204 de la Commission Permanente du Conseil régional en date du 09 juillet 2020, approuvant le règlement de l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat »,
VU la délibération n° CC001084 du Conseil Communautaire de Thonon Agglomération en date du 15 décembre 2020 approuvant l'association avec le Département dans la candidature à l'AMI SPPEH, approuvant le principe de cofinancement proposé et approuvant le rôle du PMGF dans la mise en place du SPPEH durant la phase transitoire,
VU la délibération n° CP-2021-03 / 07-48-5178 de la Commission Permanente de la Région Auvergne-Rhône-Alpes en date du 26 mars 2021 approuvant le projet de convention cadre SPPEH entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département de Haute-Savoie,
VU la délibération n° CP-2021-0522 de la Commission Permanente de Département de la Haute-Savoie en date du 07 juin 2021 approuvant le projet de convention cadre SPPEH entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département de la Haute-Savoie,
VU la délibération n° BU2021-24 du Bureau du Pôle Métropolitain Genevois Français en date du 03 décembre 2021 rappelant que le maintien de l'organisation de Régénéro était limité à un an et qu'à partir du 1^{er} janvier 2022 le Pôle Métropolitain Genevois Français transmettrait le suivi local du SPPEH entièrement à ces EPCI haut-savoyards,
VU la délibération n° CD-2022-047 du Conseil Départemental du 4 avril 2022 portant sur mise en œuvre du service Haute-Savoie Rénovation Energétique : élargissement du dispositif à 6 EPCI -conventions de coordination et de financement période 2022-2023,
VU la délibération n° CC001866 du Conseil Communautaire de Thonon Agglomération en date du 28 juin 2022 approuvant la convention de coordination et de financement pour la période 2022-2023,
VU la délibération n° CD-2022-0594 du Conseil Départemental du 10 octobre 2022 portant sur la validation des avenants aux conventions de coordination et de financement pour la période 2022-2023.

CONSIDERANT le projet d'avenant à la convention de coordination et de financement pour la période 2022-2023 entre le Département et Thonon Agglomération.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

APPROUVE	le projet d'avenant n°1 à la convention de coordination et de financement pour la période 2022-2023 entre le Département et Thonon Agglomération,
AUTORISE	M. le Président à signer cet avenant et à procéder à toutes les démarches administratives nécessaires à sa mise en œuvre.

N°2040

APPROBATION DES AVENANTS AUX CONVENTIONS D'UTILISATION DE L'ABATTEMENT DE LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES (TFPB) DANS LE QUARTIER POLITIQUE DE LA VILLE DE COLLONGES- SAINTE - HELENE

COHESION DES TERRITOIRES ET CITOYENNETE - Service : Politique de la Ville

Rapporteur : Brigitte MOULIN

Le Contrat de Ville couvrant le quartier de Collonges – Ste-Hélène à Thonon-les-Bains a été signé le 24 juin 2015 pour la période 2015-2020. Il a été prorogé par un protocole d'engagements renforcés et réciproques jusqu'en 2022.

Depuis 2017, les bailleurs sociaux bénéficient de l'abattement de la Taxe Foncière sur Les Propriétés Bâties (TFPB) pour ce quartier prioritaire. Cela s'est traduit par la signature d'une convention entre l'Etat, la ville de Thonon-les-Bains, et les bailleurs sociaux, présents au sein du quartier prioritaire. Cette convention, annexée au contrat de ville, a défini, un programme d'actions articulé autour de 7 axes d'interventions :

- *Le renforcement de La présence de personnel de proximité,*
- *La formation/soutien des personnels de proximité,*
- *Le sur-entretien,*
- *La gestion des déchets et encombrants/épaves,*
- *La concertation/sensibilisation des locataires,*
- *L'animation, lien social, vivre ensemble,*
- *Les petits travaux d'amélioration de la qualité de service (hors quartiers NPNRU).*

Le programme d'actions est établi par suite de la réalisation de « diagnostics en marchant » associant les partenaires et les habitants. Le bilan de ces actions est réalisé annuellement.

L'article 68 de la loi de finances pour 2022 a acté la prorogation d'une année supplémentaire des contrats de ville en cours et prolonge l'application de l'abattement de TFPB jusqu'en 2023.

Dès-lors, il est proposé au Conseil Communautaire de signer un avenant à la convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB signée en date du 05 avril 2017 afin de caler sa mise en œuvre sur la prorogation actée par la loi de finances de 2022.

Brigitte MOULIN restitue l'ensemble des contours du programme d'actions établi. Le bilan est fait annuellement.

Le dispositif de contrat de ville étant allongé jusqu'en 2023, il est donc proposé d'aligner la durée de la convention d'utilisation de l'abattement de la TFB d'avril 2017.

François DEVILLE s'interroge sur le périmètre de la TFB concerné.
Monsieur le Président lui confirme.

Délibération :

VU l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU La Loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,
VU la délibération du Conseil Municipal de Thonon-les-Bains du 24 juin 2015 approuvant le Contrat de Ville pour le quartier prioritaire de Collonges-Sainte Hélène,

VU la signature du Contrat de Ville par l'ensemble des partenaires le 7 octobre 2015,
VU l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2016 prononçant la fusion de la communauté de communes du Bas-Chablais avec la communauté de communes des Collines du Léman, avec extension à la commune de Thonon-les-Bains, permettant la création d'une communauté d'agglomération « Thonon-agglomération » à compter du 1er janvier 2017,
VU l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2020-0013 du 06 mars 2020 approuvant la modification des statuts de la communauté d'agglomération « Thonon Agglomération »,
VU la délibération n°2017-132 du Conseil Communautaire en date du 28 mars 2017 autorisant la signature des conventions d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur Les Propriétés Bâties (TFPB) annexées au contrat de ville,
VU la délibération du Conseil Communautaire du 28 janvier 2020 approuvant le projet d'avenant au Contrat de Ville pour le quartier prioritaire de Collonges-Sainte Hélène,
VU la signature de l'avenant par l'ensemble des partenaires le 4 février 2020.

CONSIDERANT que la politique de la ville est une compétence préalablement exercée par la ville de Thonon- les-Bains et transférée à l'agglomération dans le cadre de la fusion,
CONSIDERANT la convention pour l'utilisation de l'abattement de la TFPB signée en date du 05 avril 2017 et annexée au contrat de ville jusqu'en décembre 2020,
CONSIDERANT l'avenant à la convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB signée en date du 29 mars 2017 portant jusqu'en décembre 2022,
CONSIDERANT que dans le cadre du contrat de ville, il convient de préciser l'utilisation de l'abattement de TFPB dont bénéficient les bailleurs dans une convention,
CONSIDERANT que le contrat de ville et de fait les conventions d'abattement de la TFPB ont été prorogés jusqu'en 2023 par la loi de Finances 2022.

Les administrateurs de Léman Habitat (Christophe ARMINJON avec pouvoir, Claire CHUINARD, Gérard BASTIAN avec pouvoir, Catherine BASTARD et Jean-Claude TERRIER avec pouvoir) ne prennent pas part au vote.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

APPROUVE les termes de l'avenant de prolongation de la convention d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur Les Propriétés Bâties (TFPB) jusqu'en 2023 ci-joint,
AUTORISE M. le Président à signer ledit avenant ainsi que tous les documents s'y rapportant.

N°2041

AVENANT N° 2 - Marché n°AOO-2018-03(DVT) Transport à la demande

MOBILITE - INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS - Service : Mobilité Rapporteur : Cyril DEMOLIS

Thonon Agglomération, au sein de son ressort territorial (au sens de l'article 18 de la loi NOTRe) est compétente pour organiser les services réguliers de transport public de personnes et peut organiser des services de transport à la demande, conformément l'article L1231-1 du code des transports.

Le renouvellement de la délégation de service public avec le contrat adopté le 23 novembre 2021 emporte une profonde refonte des réseaux de transports collectifs de l'agglomération et à un

développement des services associés. Toutefois, le périmètre de la nouvelle DSP ne comprend pas le transport à la demande. Il s'agit d'un choix technique régulièrement adopté par les AOM tant le transport à la demande est un objet à part. En conséquence, Thonon agglomération a lancé un marché d'appel d'offre ouvert pour la mise en place et exécution des services de Transports A la Demande (TAD) pour Personnes à Mobilité Réduite (PMR) sur le territoire. En conséquence, une délibération d'attribution a été intégrée au projet d'ordre du jour du conseil communautaire. Or, il s'avère qu'à la suite de l'analyse définitive des offres, la procédure doit être déclarée sans suite pour Motif d'Intérêt General sur la base des éléments juridiques suivants :

- Manque de concurrence (une seule offre)
- Le montant maximal fixé par la collectivité ne couvre pas les évolutions attendues de l'offre

De ce fait, et pour garantir le maintien du service, il est proposé de prolonger le marché N°AOO-2018-03 (DVT) pour une période 6 mois (soit 131 958 € HT) afin de modifier le cahier de charge au regard des éléments suivants :

- Evolution attendue de l'offre
- Coûts des véhicules et leur financement
- Coûts salariaux des personnes transférées

Il est à noter qu'en conséquence, le cumul des avenants 1 et 2 représente 38,65% de l'offre initiale.

Cyril DEMOLIS précise les motifs de la non-attribution, en ce sens qu'une seule offre a été reçue et qu'elle se situait bien au-delà du montant maximal fixé. C'est pourquoi, il est proposé de prendre un avenant n°2 qui permettra de retravailler ce marché.

Délibération :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU les dispositions des articles L.2124-1, L.2124-2, R. 2124-2, R. 2161-2 à R.2165-5 du Code de la commande publique,
Vu l'arrêté n° PREFDRCLBCLB-2018-0038 en date du 25 juillet 2018 portant dissolution du SIBAT,
VU la délibération du 06 avril 2021 n° CC001203 approuvant la convention de coopération intermodale et de transfert de compétence entre Thonon Agglomération et la Région Auvergne-Rhône-Alpes
VU la délibération n°CC001741 du conseil communautaire du 29 mars 2022 portant approbation de l'avenant n°1 du marché AOO-2018-03 (DVT).

CONSIDERANT le manque de concurrence suite de la réception des offres.

CONSIDERANT le montant maximal fixé par la collectivité ne couvre pas les évolutions attendues de l'offre

CONSIDERANT l'avis de la CAO réunie le 29 novembre 2022 valant approbation de la prolongation du marché pour une durée de 6 mois, soit jusqu'au 30 juin 2023.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

PROLONGE le marché du TaDispo pour une durée de 6 mois, du 1^{er} janvier 2023 au 30 juin 2023,
ACTE la continuité du service du transport à la demande Tadispo à l'échelle des communes de Thonon Agglomération est prolongé jusqu'au 30 juin 2023,

AUTORISE

M. le Président à signer les documents afférents à l'exécution de la présente décision.

Arrivée de Mme Isabelle PLACE-MARCOZ

N°2042

CONVENTION 2023-2024 REGISSANT L'ORGANISATION DE LA MOBILITE SUR LES RESSORTS TERRITORIAUX DE THONON AGGLOMERATION ET D'ANNEMASSE AGGLO AINSI QUE L'USAGE DES SCOLAIRES DES LIGNES INTERURBAINES

**MOBILITE - INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS - Service : Mobilité
Rapporteur : Cyril DEMOLIS**

Les communautés d'agglomération Annemasse - Les Voirons Agglomération et de Thonon Agglomération en leur qualité d'autorités organisatrices de la mobilité sont compétentes pour organiser les services réguliers de transport public de personnes au sein de leur ressort territorial. De ce fait dans le cadre des évolutions des réseaux, il apparait de bonne administration de rechercher de façon conjointe et concertée les solutions les mieux adaptées afin de répondre aux besoins de la population en termes de transports collectifs routiers entre les deux territoires. Ainsi, la présente convention a pour objet de déterminer les conditions de coopération entre les autorités organisatrices signataires et l'usage des scolaires des lignes interurbaines jusqu'au 31.12.2024.

Pour cela il est proposé au Conseil Communautaire, une convention de coopération régissant l'organisation de la Mobilité entre les ressorts territoriaux d'Annemasse Agglo et Thonon Agglomération.

Cyril DEMOLIS précise que cette convention permet d'autoriser le cabotage et l'usage de lignes interurbaines et de trains pour les scolaires et qu'elle porte jusque fin 2024.

Jean-Baptiste BAUD demande qu'un point soit fait sur les améliorations qui ont eu lieu depuis le mois dernier, concernant les transports scolaires, et notamment sur la crainte de départ de chauffeurs du fait de l'ouverture de la saison hivernale et des contacts avec les parents.

Cyril DEMOLIS souligne que la situation n'a pas spécialement évolué, sachant que les départs craints de chauffeurs allant en station pour la saison n'ont pas eu lieu ; mais l'hiver ne fait que débiter. A priori, une évolution du nombre de chauffeurs semble envisagée et nous sommes donc dans l'attente de leur intégration ce qui démontre la bonne volonté du prestataire à recruter.

La rencontre prévue avec le directoire de la RATP aura lieu début janvier pour s'assurer des prochains dispositifs mis en place pour continuer l'amélioration.

En ce qui concerne la concertation, elle a toujours lieu et se tient au quotidien. Le collectif pour sa part c'est autre chose. Il n'est pas le seul point d'expression ou de représentation des parents. Les échanges continuent à condition d'être dans la même dynamique d'échanges, de construction.

Astrid BAUD-ROCHE salue le fonctionnement du service d'information qui est très utile car il permet de se rendre compte en temps réel des dysfonctionnements et rassure beaucoup les parents. Il faudrait toutefois que la quarantaine d'alertes prennent fin à la rentrée de janvier 2023. Il lui semble, par ailleurs, important qu'une rencontre puisse se tenir avec le collectif afin de pouvoir échanger une bonne fois pour toute et ce, sans public et afin de pouvoir avancer.

Cyril DEMOLIS rappelle que le collectif a été rencontré mais qu'il a rompu toute confiance dans les échanges à la suite de propos tenus dans la presse ou lors de l'appel à manifestation le mois dernier.

Christophe SONGEON précise que les alarmes Start ont bien fonctionné lors de l'épisode neigeux rencontré mais se demande si les parents se sont bien inscrits à ce service, ayant vu un certain nombre de jeunes à attendre le bus ce jour-là.

Il est souligné que les bases de données sont améliorées régulièrement pour éviter toute erreur qui empêcherait les familles de recevoir l'information.

Il est précisé qu'il a été demandé qu'un relayer soit désigné sur chaque commune jouant le rôle d'amplificateur de l'information en cas d'intempéries.

Monsieur le président indique qu'en amont de la rencontre, il a eu un entretien téléphonique avec les membres du directoire qui ont confirmé que les salaires ont bien été mis en place pour fidéliser les chauffeurs.

Par ailleurs, il a été demandé de renforcer la communication et affiner les outils de suivi pour couper court aux rumeurs pouvant être colportées.

A ce titre, il est important que le collectif ne se fasse pas l'écho de propos différents de ceux tenus ou exposés. On ne peut plus ouvrir l'échange librement à partir du moment où on annonce l'ouverture d'une procédure puisque judiciairement nous sommes des parties opposées.

Cyril DEMOLIS indique qu'une réunion aura lieu avec le DASEN et les chefs d'établissements, début janvier, avec une intervention dans les collèges les plus impactés : on essaie toujours d'avancer dans la concertation.

Jean-Baptiste BAUD considère, pour sa part, que la procédure n'est pas lancée et que la position des parents est tout à fait compréhensible et qu'il faut entendre leurs difficultés ; il faut éviter que la situation en se tende plus et demande un effort de concertation.

Monsieur le Président souligne qu'on ne peut cautionner la désinformation car c'est la confiance qui se perd entre les personnes qui sont censés faire le lien. On ne se concerta pas en faisant des piquets de grève. On continue de viser l'amélioration et restons à l'écoute : tout parent peut nous faire remonter ses difficultés.

Délibération :

VU la loi n° 82.1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs (LOTI),

VU la loi n° 88.663 du 22 juillet 1983 modifiée complétant la loi n°83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions, et l'Etat,

VU la loi n° 2014-58 en date du 27 janvier 2014, de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

VU la loi NOTRe n°2015-991 en date du 7 août 2015, portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République,

VU la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités renforçant les compétences des AOM sur leur ressort territorial,

VU l'arrêté préfectoral en date du 5 décembre 2007, créant la Communauté d'Agglomération « Annemasse-Les Voirons Agglomération », et étendant de facto le périmètre de transports urbains sur les 12 communes concernées,

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2020-0013 du 06 mars 2020 approuvant la modification des statuts de la communauté d'agglomération « Thonon Agglomération »,

VU la délibération du 06 avril 2021 n° CC001203 approuvant la convention de coopération intermodale et de transfert de compétence entre Thonon Agglomération et la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

VU la délibération de Thonon Agglomération n° CC 001548 du 23 novembre 2021 portant attribution de la Délégation de Service Public pour le transport public routier de voyageur au groupement d'entreprises RATP Développement et Borini Développement,
VU la délibération du Conseil Communautaire du 17 juin 2022 confiant l'exploitation des services de Mobilités dans le cadre d'une Concession de Service Public du réseau TAC de 2023 à 2029 à société TP2A

CONSIDERANT l'intérêt pour la collectivité d'être autorité organisatrice de tous les services de transports publics au sein de son territoire, à l'exception du transport ferroviaire,
CONSIDERANT l'intérêt général pour la collectivité de garantir un suivi commun des services ou des procédures à venir pour le renouvellement des contrats de transports

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

APPROUVE la convention de coopération régissant l'organisation de la Mobilité entre les ressorts territoriaux d'Annemasse Agglo et Thonon Agglomération, ci annexée,
AUTORISE M. le Président à signer la convention et plus globalement tout document administratif et technique afférent.

N°2043

ZAE - Définition des conditions financières et patrimoniales du transfert des biens appartenant au domaine privé des communes et destinés à être revendus

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - Service : Economie - Tourisme
Rapporteur : Christophe SONGEON

Au regard des obligations liées à la loi NOTRE, Thonon Agglomération et ses communes membres ont défini par délibérations concordantes (EPCI et les 25 communes) pour le 31 décembre 2017, les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens appartenant au domaine privé des communes qui, situés en ZAE, sont destinés à être revendus à des tiers. Ces biens seront ainsi transférés en pleine propriété à Thonon Agglomération.

Un recensement a ainsi été effectué en partenariat avec les quatre communes concernées. L'avis de France Domaine a été sollicité sur les biens concernés. Il est à noter que pour Perrignier, le Bureau Communautaire du 25 octobre 2022 a proposé de procéder à une acquisition du foncier en deux phases, la partie du foncier étant située dans la bande de réservation de l'A412 étant différée.

Il est proposé au Conseil Communautaire de délibérer sur ce dossier.

Christophe SONGEON rappelle que cette compétence relève de Thonon Agglomération.

Serge BEL s'interroge sur la disparité des tarifs.

Claude MANILLIER indique qu'il s'agit des estimations de France Domaines exclusivement.

Marie-Pierre BERTHIER souhaite s'assurer que les maires sont en accord ce que confirme Christophe SONGEON, puisque cette proposition s'effectue après concertation des maires concernés.

Délibération :

VU le code général des collectivités territoriales,

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2020-0013 du 06 mars 2020 portant sur les statuts de la communauté d'agglomération Thonon Agglomération,
VU la délibération du Conseil Communautaire n°2017-378B du 28 novembre 2017,
Vu l'avis du Bureau Communautaire du 25 octobre 2022,
VU les avis des Domaines du 13.10.2022 pour Anthy-sur-Léman, Bons-en-Chablais et Perrignier et du 02.12.2022 pour Margencel,

CONSIDERANT le tableau de recensement des parcelles communales situées en ZAE, ci-annexés.

Conformément à ses statuts, Thonon Agglomération est seule compétente en matière de développement économique s'agissant notamment de la création, de l'aménagement et de la commercialisation des ZAE.

Ainsi, au regard des obligations nées de la loi NOTRe, en matière de développement économique, Thonon Agglomération et ses communes membres ont dû définir par délibérations concordantes avant le 31 décembre 2017, les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens appartenant au domaine privé des communes qui, situés en ZAE, sont destinés à être revendus à des tiers. Il s'agissait ainsi de transférer en pleine propriété à Thonon Agglomération lesdits biens.

En conséquence, le transfert de compétence vaut substitution de Thonon Agglomération aux communes membres dans la commercialisation des biens situés en ZAE. Les communes concernées sont donc dans l'impossibilité juridique de procéder à des cessions dans les ZAE alors même qu'elles demeurent propriétaires des terrains. Le transfert en pleine propriété au profit de Thonon Agglomération est ainsi un préalable indispensable à la vente.

Un nouveau recensement a été réalisé cet été, sur les communes hôtes d'une ZAE intercommunale ; il a permis de mettre en exergue la présence de fonciers nus communaux, non recensés dans la délibération de 2017.

Un recensement des parcelles concernées a ainsi été effectué en partenariat avec les quatre communes concernées à savoir Anthy-sur-Léman, Bons-en-Chablais, Margencel et Perrignier. L'avis des Domaines a été sollicité sur les biens concernés.

S'agissant des biens appartenant à la commune de Perrignier, le Bureau communautaire du 25 octobre 2022 a décidé de procéder à une acquisition du foncier en deux phases, la partie du foncier étant située dans la bande de réservation de l'A412 étant différée.

Claude MANILLIER ne participe pas au vote.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

APPROUVE les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens appartenant au domaine privé des communes, situés en ZAE et destinés à être revendus à des tiers, figurant dans le tableau qui restera joint à la présente,
AUTORISE M. le Président à signer tous les actes et documents relatifs au transfert de ces biens.

N°2044

DECHETTERIES - Convention avec ECOLOGIC pour la mise en place d'une collecte séparée des Articles de Bricolages et de Jardinage Thermiques (ABJth)

**PREVENTION VALORISATION DES DECHETS - Service : Prévention et gestion des déchets
Rapporteur : Joseph DEAGE**

*Afin d'optimiser les filières de ses déchetteries, Thonon agglomération a la possibilité de mettre en place une nouvelle filière de collecte des **Articles de Bricolage et de Jardinage (ABJ) Thermiques**.*

Cette nouvelle filière est prévue par la Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire dans le cadre de la responsabilité élargie des producteurs des articles de bricolage et de jardin pour assurer la gestion des déchets qui en sont issus. Ainsi, les metteurs sur le marché de ces produits contribuent financièrement auprès d'un éco-organisme pour la collecte et le traitement de ces produits.

Cette nouvelle filière vise prioritairement à :

- * développer le réemploi et la réparation des articles de bricolage et de jardin, en lien notamment avec les opérateurs de l'économie sociale et solidaire (ESS),***
- * développer de nouveaux canaux de collecte notamment via la reprise par les distributeurs des produits usagés,***
- * développer le recyclage des articles de bricolage et de jardin qui ne pourraient être réemployés ou réutilisés,***
- * réduire les quantités d'ordures ménagères résiduelles collectées par le service public de gestion des déchets.***

Les produits concernés sont : (Liste non exhaustive) :

- *Tondeuse tractée*
- *Tondeuse auto-portée*
- *Accessoires de tondeuses : pièces détachées et consommables (chaîne de tronçonneuse, panier de tondeuse...)*
- *Souffleur*
- *Débroussailleuse, rotofil, coupe-bordure*
- *Motoculteur*
- *Motobineuse*
- *Taille-haie*
- *Tronçonneuse*
- *Broyeur*
- *Pompe*
- *Fendeuse*

ECOLOGIC est un éco-organisme agréé par l'Etat le 24 février 2022 pour la gestion des ABJ Thermiques. A ce titre, il met à disposition des collectivités des contenants et procède à leur enlèvement gratuitement. Il prend en charge la formation des agents des déchetteries et verse également, sous certaines conditions, des soutiens financiers au titre de la communication et de la mise en place d'une zone pour les ABJth.

Il est proposé au Conseil Communautaire d'autoriser Monsieur le Président à signer une convention avec ECOLOGIC pour la gestion des ABJ Thermiques jusqu'au 31 décembre 2027.

Joseph DEAGE présente la convention avec ECOLOGIC pour la mise en place d'une collecte séparée des Articles de Bricolages et de Jardinage Thermiques.

Il précise que La Ressourcerie restera prioritaire et ce pour l'ensemble des 6 collectes proposées. Ces encombrants sont pour l'heure facturés.

Délibération :

VU l'article L.541-10 du Code de l'environnement,
VU l'article L.541-10-2 du Code de l'environnement,
VU les articles L541-10-1 (14°) et R543-340 (2°) du Code de l'environnement,
VU les articles R541-104 et R 541-105 du Code de l'Environnement,
VU les articles R541-111 à 116 du Code de l'Environnement,
VU la Loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire et à l'économie circulaire,
VU l'arrêté portant agrément de l'éco-organisme ECOLOGIC en date du 24 février 2022.

CONSIDERANT l'intérêt de la mise en place de la nouvelle filière de collecte et de traitement des Articles de Bricolage et de Jardinage Thermiques (ABJ Thermiques) au sein des déchetteries de Thonon agglomération,
CONSIDERANT les objectifs de réemploi et de recyclage de cette nouvelle filière.

M. le Président indique qu'ECOLOGIC est un éco-organisme agréé par l'Etat le 24 février 2022 pour la gestion des ABJ Thermiques. A ce titre, il met à disposition des collectivités des contenants et procède à leur enlèvement gratuitement. Il prend en charge la formation des agents des déchetteries et verse également, sous certaines conditions, des soutiens financiers au titre de la communication et de la mise en place d'une zone pour les ABJth.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

AUTORISE M. Le Président à signer la convention avec ECOLOGIC, éco-organisme agréé par l'Etat le 24 février 2022 pour la gestion des ABJ Thermiques, et tous les actes afférents à celle-ci.

N°2045

DECHETTERIES - Convention avec ECO-MOBILIER pour la mise en place d'une collecte séparée des Articles de Bricolages et de Jardinage (ABJ)

**PREVENTION VALORISATION DES DECHETS - Service : Prévention et gestion des déchets
Rapporteur : Joseph DEAGE**

*Afin d'optimiser les filières de ses déchetteries, Thonon agglomération a la possibilité de mettre en place une nouvelle filière de collecte des **Articles de Bricolage et de Jardinage (ABJ)**.*

Cette nouvelle filière est prévue par la Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire dans le cadre de la responsabilité élargie des producteurs des articles de bricolage et de jardin pour assurer la gestion des déchets qui en sont issus. Ainsi, les metteurs sur le marché de ces produits contribuent financièrement auprès d'un éco-organisme pour la collecte et le traitement de ces produits.

Cette nouvelle filière vise prioritairement à :

- * développer le réemploi et la réparation des articles de bricolage et de jardin, en lien notamment avec les opérateurs de l'économie sociale et solidaire (ESS),***
- * développer de nouveaux canaux de collecte notamment via la reprise par les distributeurs des produits usagés,***
- * développer le recyclage des articles de bricolage et de jardin qui ne pourraient être réemployés ou réutilisés,***
- * réduire les quantités d'ordures ménagères résiduelles collectées par le service public de gestion des déchets.***

Les produits concernés sont (Liste non exhaustive) :

- *les outillages à main*
- *équipement de l'atelier*
- *outils pour travail en hauteur*
- *aménagements de jardins non maçonnés (abris, kiosques, pergola, tonnelle)*
- *équipements de plein air (barbecue feu de bois ou gaz, parasol, piscine gonflable).*

ECO-MOBILIER est un éco-organisme agréé par l'Etat le 21 avril 2022 pour la gestion des ABJ. A ce titre, il met à disposition des collectivités des contenants et procède à leur enlèvement gratuitement. Il prend en charge la formation des agents des déchetteries et verse également, sous certaines conditions, des soutiens financiers au titre de la communication et de la mise en place d'une zone pour les ABJ.

Il est proposé au Conseil Communautaire d'autoriser Monsieur le Président à signer une convention avec ECO-MOBILIER pour la gestion des ABJ jusqu'au 31 décembre 2027.

Joseph DEAGE présente le projet de convention avec Eco-Mobilier pour la mise en place d'une collecte séparée des articles de bricolage et de jardinage, qui ne donne pas lieu à des questions.

Délibération

VU l'article L.541-10 du Code de l'environnement,
VU l'article L.541-10-2 du Code de l'environnement,
VU les articles L541-10-1 (14°) et R543-340 (2°) du Code de l'environnement,
VU les articles R541-104 et R 541-105 du Code de l'Environnement,
VU les articles R541-111 à 116 du Code de l'Environnement,
VU la Loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire et à l'économie circulaire,
VU l'arrêté portant agrément de l'éco-organisme ECO-MOBILIER en date du 21 avril 2022.

CONSIDERANT l'intérêt de la mise en place de la nouvelle filière de collecte et de traitement des Articles de Bricolage et de Jardinage au sein des déchetteries de Thonon agglomération,

CONSIDERANT les objectifs de réemploi et de recyclage de cette nouvelle filière.

M. le Président indique qu'ECO-MOBILIER est un éco-organisme agréé par l'Etat le 21 avril 2022 pour la gestion des ABJ. A ce titre, il met à disposition des collectivités des contenants et procède à leur enlèvement gratuitement. Il prend en charge la formation des agents des déchetteries et verse également, sous certaines conditions, des soutiens financiers au titre de la communication et de la mise en place d'une zone pour les ABJ.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

AUTORISE M. Le Président à signer la convention avec ECO-MOBILIER, éco-organisme agréé par l'Etat le 21 avril 2022 pour la gestion des ABJ, et tous les actes afférents à celle-ci.

N°2046

DECHETTERIES - Convention avec ECO-MOBILIER pour la mise en place d'une collecte séparée des jouets

PREVENTION VALORISATION DES DECHETS - Service : Prévention et gestion des déchets

Rapporteur : Joseph DEAGE

Afin d'optimiser les filières de ses déchetteries, Thonon agglomération a la possibilité de mettre en place une nouvelle filière de collecte des jouets.

Cette nouvelle filière est prévue par la Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire dans le cadre de la responsabilité élargie des producteurs de jouets pour assurer la gestion des déchets qui en sont issus. Ainsi, les metteurs sur le marché de ces produits contribuent financièrement auprès d'un éco-organisme pour la collecte et le traitement de ces produits.

Cette nouvelle filière vise prioritairement à :

- *Pourvoir à la collecte et au recyclage des déchets des jouets,*
- *Soutenir financièrement la collecte et le recyclage des déchets issus des jouets assurés par les collectivités territoriales ou leurs groupements,*
- *Soutenir financièrement le réemploi, la réutilisation et la réparation des déchets issus des jouets au travers des fonds réemploi et des fonds réparation.*

Les produits concernés sont (Liste non exhaustive) :

- *Figurines*
- *jeux de construction*
- *poupées*
- *peluches*
- *jouets extérieurs*
- *jeux de société*
- *véhicules miniatures*
- *porteurs*

➤ *loisirs et jouets créatifs etc.*

ECO-MOBILIER est un éco-organisme agréé par l'Etat le 21 avril 2022 pour la gestion des jouets. A ce titre, il met à disposition des collectivités des contenants et procède à leur enlèvement gratuitement. Il prend en charge la formation des agents des déchetteries et verse également, sous certaines conditions, des soutiens financiers au titre de la communication et de la mise en place d'une zone pour les jouets.

Il est proposé au Conseil Communautaire d'autoriser Monsieur le Président à signer une convention avec ECO-MOBILIER pour la gestion des jouets jusqu'au 31 décembre 2027.

Emily GROPPi s'inquiète de savoir si ces organismes vont travailler en lien avec la Ressourcerie qui dispose d'un véhicule de revalorisation local.

Astrid BAUD-ROCHE confirme que c'est bien le cas et que ces éco-organismes reprennent les rebus de la Ressourcerie.

Il est précisé que La Ressourcerie ne collecte que sur deux déchetteries.

Joseph DEAGE se félicite de cette coordination.

Délibération :

VU les articles R121-1 à R714-2 du Code de l'Environnement,

VU les articles R543-1 à R543-340 du Code de l'Environnement,

VU les articles R543-1 à R543-340 du Code de l'Environnement,

VU la Loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire et à l'économie circulaire,

VU l'arrêté portant agrément de l'éco-organisme ECO-MOBILIER en date du 21 avril 2022.

CONSIDERANT l'intérêt de la mise en place de la nouvelle filière de collecte et de traitement des jouets au sein des déchetteries de Thonon agglomération,

CONSIDERANT les objectifs de réemploi et de recyclage de cette nouvelle filière.

M. le Président indique qu'ECO-MOBILIER est un éco-organisme agréé par l'Etat le 21 avril 2022 pour la gestion de la filière des jouets. A ce titre, il met à disposition des collectivités des contenants et procède à leur enlèvement gratuitement. Il prend en charge la formation des agents des déchetteries et verse également, sous certaines conditions, des soutiens financiers au titre de la communication et de la mise en place d'une zone pour les jouets.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

AUTORISE M. Le Président à signer la convention avec ECO-MOBILIER, éco-organisme agréé par l'Etat le 21 avril 2022 pour la collecte et le traitement des jouets, et tous les actes afférents à celle-ci.

N°2047

DECHETTERIES - Convention avec ECOLOGIC pour la mise en place d'une collecte séparée des Articles de Sport et de Loisirs (ASL)

PREVENTION VALORISATION DES DECHETS - Service : Prévention et gestion des déchets

Rapporteur : Joseph DEAGE

*Afin d'optimiser des filières de ses déchetteries, Thonon agglomération a la possibilité de mettre en place une nouvelle filière de collecte des **Articles de Sport et Loisirs (ASL)**.*

*Cette nouvelle filière est prévue par la Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire dans le cadre de la **responsabilité élargie des producteurs** des articles de sport et de loisirs pour assurer la gestion des déchets qui en sont issus. Ainsi, les metteurs sur le marché de ces produits contribuent financièrement auprès d'un éco-organisme pour la collecte et le traitement.*

Cette nouvelle filière vise prioritairement à :

- * **développer le réemploi et la réparation** des articles de sport et de loisirs, en lien notamment avec les opérateurs de l'économie sociale et solidaire (ESS),*
- * **développer de nouveaux canaux de collecte** notamment via la reprise par les distributeurs des produits usagés,*
- * **développer le recyclage** des articles de sport et de loisirs qui ne pourraient être réemployés ou réutilisés,*
- * **réduire les quantités d'ordures ménagères** résiduelles collectées par le service public de gestion des déchets.*

Les produits concernés sont :

- les cycles*
- articles de mobilité*
- articles de loisirs nautiques et sports de glisse*
- les loisirs extérieurs (matériel de camping, arcs flèches, trampolines)*
- articles d'équitation*
- sports de raquette, de ballon*
- EPI, fitness*
- chasse et tir*

ECOLOGIC est un éco-organisme agréé par l'Etat le 12 février 2022 pour la gestion des Articles de Sport et de Loisirs (ASL). A ce titre, il met à disposition des collectivités des contenants et procède à leur enlèvement gratuitement. Il prend en charge la formation des agents des déchetteries et verse également, sous certaines conditions, des soutiens financiers au titre de la communication et de la mise en place d'une zone pour les ASL.

Il est proposé au Conseil Communautaire d'autoriser Monsieur le Président à signer une convention avec ECOLOGIC pour la gestion des ASL jusqu'au 31 décembre 2027.

Joseph DEAGE présente la convention avec ECOLOGIC pour la mise en place d'une collecte séparée des Articles de Sport et de Loisirs qui ne donne pas lieu à des questions.

Délibération :

VU l'article L.541-10 du Code de l'environnement,

VU l'article L.541-10-2 du Code de l'environnement,
VU les articles L541-10-1 (13°) et R543-330 du Code de l'environnement,
VU les articles R541-104 et R 541-105 du Code de l'Environnement,
VU les articles R541-111 à 116 du Code de l'Environnement,
VU l'arrêté portant agrément de l'éco-organisme ECOLOGIC en date du 31 janvier 2022,

CONSIDERANT l'intérêt de la mise en place de la nouvelle filière de collecte et de traitement des Articles de Sport et de Loisirs au sein des déchetteries de Thonon agglomération,
CONSIDERANT les objectifs de réemploi et de recyclage de cette nouvelle filière,

M. le Président indique qu'ECOLOGIC est un éco-organisme agréé par l'Etat le 12 février 2022 pour la gestion des Articles de Sport et de Loisirs (ASL). A ce titre, il met à disposition des collectivités des contenants et procède à leur enlèvement gratuitement. Il prend en charge la formation des agents des déchetteries et verse également, sous certaines conditions, des soutiens financiers au titre de la communication et de la mise en place d'une zone pour les ASL.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

AUTORISE M. Le Président à signer la convention avec ECOLOGIC, éco-organisme agréé par l'Etat le 12 février 2022 pour la gestion des Articles de Sport et de Loisirs (ASL), et tous les actes afférents à celle-ci.

N°2048

DECHETTERIES - Convention avec ECOSYSTEM pour la mise en place d'une collecte séparée des Déchets Electriques et Electroniques (DEEE) et lampes usagées, résiliation de la convention avec OCAD3E.

PREVENTION VALORISATION DES DECHETS - Service : Prévention et gestion des déchets Rapporteur : Joseph DEAGE

Thonon agglomération a conclu une convention de collecte séparée des déchets d'équipement électriques et électroniques ménagers (DEEE) et une convention pour la collecte des lampes usagées avec la société OCAD3E, en 2017 et 2018.

Cette société était alors agréée par l'Etat en qualité d'organisme coordonnateur pour la filière des déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers pour une durée prenant fin le 31 décembre 2021, durée prolongée jusqu'au 1^{er} juillet 2022.

Le 15 juin 2022, la société OCAD3E a été de nouveau agréée en qualité d'éco-organisme coordonnateur de la filière des DEEE. Cependant, aux termes du nouveau cahier des charges, ses missions ont évolué :

- *elle n'assurera plus aucune prestation pour le compte des éco-organismes portant sur le versement des soutiens financiers aux collectivités et sur la vérification du respect des clauses du contrat par les collectivités,*
- *et ne signera pas les contrats de collecte, au nom et pour le compte, de l'éco-organisme référent et de l'autre éco-organisme.*

En conséquence, elle n'aura plus qu'un rôle de contrôle des données et des calculs de versement des soutiens et ne sera plus garante des prestations réalisées par les éco-organismes auprès des collectivités puisqu'elle ne sera plus signataire des contrats de collecte.

Aussi, il convient de résilier les conventions qui liaient Thonon agglomération et OCAD3E pour la collecte des DEEE et des lampes usagées et de conclure une nouvelle convention avec l'éco-organisme référent de la collectivité, ECOSYSTEM.

Joseph DEAGE présente le projet de convention avec ECOSYSTEM pour la mise en place d'une collecte séparée des Déchets Electriques et Electroniques (DEEE) et lampes usagées et informe de la résiliation avec OCAD3E, qui ne donne pas lieu à des questions.

Délibération :

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 541-10, R 541-107, R 541-108,
VU l'arrêté du 8 octobre 2021 relatif à la procédure d'agrément des organismes coordonnateurs des filières à responsabilité élargie des producteurs,
VU l'arrêté du 27 octobre 2021 portant cahier des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie des producteurs des équipements électriques et électroniques (DEEE),
VU l'arrêté du 4 mars 2022 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2021 portant agrément d'un éco-organisme de la filière responsabilité élargie des producteurs d'équipement électriques et électroniques,
VU l'arrêté du 15 juin 2022 portant agrément d'un organisme coordonnateur de la filière responsabilité élargie des producteurs d'équipement électriques et électroniques.

CONSIDERANT l'intérêt de poursuivre la collecte et le traitement des déchets d'équipement électriques et électroniques et des lampes usagées au sein des quatre déchetteries de Thonon agglomération via la filière de responsabilité élargie des producteurs,
CONSIDERANT les agréments des éco-organismes OCAD3E et ECOSYSTEM pour les filières DEEE et lampes usagées.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

RESILIE	les conventions qui lient Thonon agglomération et OCAD3E pour la collecte des lampes usagées et des déchets d'équipement électriques et électroniques,
AUTORISE	M. le Président à signer avec ECOSYSTEM les nouvelles conventions permettant la collecte des lampes usagées et des déchets d'équipement électriques et électroniques, et tous les actes afférents.

N°2049

DECHETTERIES - Avenant à la convention avec COREPILE pour la collecte séparée des piles et accumulateurs portables.

PREVENTION VALORISATION DES DECHETS - Service : Prévention et gestion des déchets Rapporteur : Joseph DEAGE

COREPILE est l'éco-organisme agréé par l'Etat pour la prise en charge de la gestion des piles et accumulateurs portables usagés. Thonon agglomération a signé une convention avec COREPILE en 2017 pour la collecte gratuite au sein des quatre déchetteries intercommunales.

COREPILE peut désormais engager et développer, dans le cadre de son agrément, des actions d'accompagnement auprès des collectivités territoriales visant à améliorer la qualité des flux collectés. L'éco-organisme souhaite ainsi expérimenter le versement d'un soutien financier à la collecte aux collectivités sous convention et qui en formulent la demande par un avenant.

Joseph DEAGE présente le projet d'avenant à la convention avec COREPILE pour la collecte séparée des piles et accumulateurs portables qui ne donne pas lieu à des questions.

Délibération :

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 541-10, L. 541-10-1 (6°) et R. 543-125 (3°),
VU l'arrêté du 20 août 2015 relatif à la procédure d'agrément et portant cahier des charges des éco-organismes de la filière des déchets des piles et accumulateurs portables en application de l'article R. 543-128-3 du code de l'environnement modifié par l'arrêté du 29 octobre 2019,
VU l'arrêté du 16 décembre 2021 portant agrément d'un éco-organisme, COREPILE, de la filière à responsabilité élargie du producteur des piles et accumulateurs portables.

CONSIDERANT l'intérêt de bénéficier d'une collecte gratuite via la filière responsabilité élargie des producteurs de piles et accumulateurs, au sein des quatre déchetteries de Thonon agglomération,
CONSIDERANT l'agrément de COREPILE et l'avenant proposant un soutien financier pour la collecte des piles et accumulateurs usagés,

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

AUTORISE M. le Président à signer l'avenant n°1 au contrat de collaboration pour la reprise des piles et accumulateurs portables usagés et le soutien à la communication, avec l'éco-organisme COREPILE, et tous les actes afférents.

N°2050

MANIFESTATIONS - Appel à projets 2023 - Octroi des subventions

POLITIQUES SPORTIVES ET CULTURELLES D'INTERET COMMUNAUTAIRE - Service : Service Enfance Culture

Rapporteur : Brigitte MOULIN

Thonon Agglomération participe au dynamisme de son territoire et à la volonté d'accompagner les associations qui mettent en œuvre des manifestations ou des projets d'envergure sur le territoire.

Dans le cadre de sa compétence statutaire de « soutien aux actions culturelles et évènementielles ayant pour objet la promotion du territoire communautaire », Thonon Agglomération a renouvelé pour l'année 2023 le principe de sa contribution financière auprès des associations par le biais d'un appel à projets manifestations – appel à projets 2023 qui a été lancé en septembre 2022.

En effet, à travers cette subvention, Thonon Agglomération apporte son soutien aux associations qui participent au dynamisme et au rayonnement de son territoire. L'attribution de cette aide financière est soumise au respect du règlement adopté par délibération n°CC001909 du Conseil Communautaire du 19/07/2022.

L'attribution de subvention n'est pas une dépense obligatoire et les projets doivent notamment répondre cumulativement aux critères suivants :

- *Evènement devant être réalisé sur le territoire de Thonon Agglomération entre le 1^{er} janvier et 31 décembre 2023,*
- *Evènement justifiant d'une dimension intercommunale, nationale voire intercommunale,*
- *Evènement remarquable par son caractère novateur sur le territoire,*
- *Evènement éco-responsable.*
- *Conditionnelles : elles sont attribuées sous condition de respect du règlement d'octroi de subventions*

Il est rappelé que les dossiers de demande de subvention devaient être déposés entre le 1^{er} septembre et le 30 septembre 2022 sur la plateforme en ligne de Thonon Agglomération. Il est proposé au conseil communautaire d'autoriser le versement des subventions pour les projets retenus par le Bureau Communautaire du 20 décembre à la suite de l'analyse réalisée par le groupe de travail ad-hoc.

Brigitte MOULIN présente la proposition du groupe de travail.

Laetitia VENNÉ trouve dommage que le Grand Bain Prod ne soit pas retenu malgré sa couverture sur plusieurs communes dans le cadre notamment du #LGBTour, les Jeudis Electro et Rivages Electroniques et qu'il ne soit pas plus financé pour les Rivages électroniques.

Brigitte MOULIN indique que le Grand Bain Production n'a pas déposé de dossier que pour le Festival des rivages électroniques.

Catherine BASTARD souhaite interroger ici le niveau de participation de l'agglomération sur les zones de gratuité et demande un point de précision sur cette organisation.

M. le président indique que ce sujet relève des déchets ; c'est un projet éco-responsable qui ne rentre donc pas dans l'appel à projet. Concernant le cas particulier de cette année, l'agglomération ne pouvait mettre à disposition ses chapiteaux et n'avait pas de ligne financière destinée à financer une telle installation.

Sandrine DETURCHE remercie pour le Festival Quincy Soit-il et encourage la venue de tous à Massongy en novembre prochain pour cette manifestation qui est en passe d'être labélisé par la fédération du théâtre amateur.

Marie-Pierre BERTHIER demande des précisions sur la composition du groupe de travail ainsi que sur les montants attribués par rapport à la demande et sur l'engagement du département. Il est précisé que sur les manifestations initiées par le Département, il n'y a pas de financement de l'agglomération.

Brigitte MOULIN indique qu'on retrouve d'une année sur l'autre toujours les mêmes dossiers, sauf exception.

Emily GROUPI indique que le Grand Bain Production a sollicité une subvention de 15'000 euros pour des animations du Printemps des Coquelicots et se demande s'il est possible d'obtenir une aide via le Printemps des Coquelicots.

Monsieur le Président indique que le Printemps des Coquelicots ne distribue pas d'aides ; il s'agit d'une manifestation de sensibilisation sur la transition écologique. Il précise que le programme doit être arrêté ; aussi, un courrier va être adressé aux maires pour que chaque commune fasse remonter ses propositions d'animations autour de la transition écologique afin d'être intégrées au Printemps. Aussi, il a été demandé aux organisateurs du Printemps des Coquelicots de produire un calendrier et un

budget pour la fin janvier afin de pouvoir être présentés lors du bureau communautaire du 07 février 2023.

Cassandra WAINHOUSE demande des précisions sur le projet de DEM, association nouvellement créée. Brigitte MOULIN précise qu'il n'y avait aucun projet dans cette demande, ni de montant de subvention sollicité. Il était seulement mentionné qu'il ferait quelque chose en cas de financement.

Cyril DEMOLIS souligne que Le Grand Bain Production devient un acteur fort du territoire et qu'il serait intéressant de le rencontrer prochainement au sein d'une instance de l'agglomération.

Le Président informe que les membres communautaires souhaitant intégrer le groupe de travail du prochain appel à projet (qui pourrait se tenir entre le 01^{er} et 30 septembre 2023) se fassent connaître auprès de Brigitte MOULIN.

Jean-Baptiste BAUD souhaite savoir si les candidats sont auditionnés. Brigitte MOULIN rappelle que les dossiers déposés sont récurrents d'une année sur l'autre et portent donc sur des manifestations que l'on connaît bien. Il n'y a pas eu vraiment de nouveaux projets. On pensait que l'appel à projet allait faire émerger de nouveaux projets ; or, cela n'a pas été le cas.

Laëtitia VENNÉ s'étonne que certaines associations retenues bénéficient également du FDVA (Fond pour le Développement de la Vie Associative).

M. le Président indique que ce cumul est tout à fait possible, l'analyse portant sur le niveau global de l'accompagnement public à la manifestation pour déterminer celui de l'agglomération.

Délibération :

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2020-0013 du 06 mars 2020 approuvant la modification des statuts de la communauté d'agglomération « Thonon Agglomération »,
VU l'avis du bureau communautaire des 29 novembre 2022 et 20 décembre 2022.

CONSIDERANT la réception des dossiers de candidature 2023, et le lien entre leur contenu et l'intérêt communautaire concerné,

CONSIDERANT qu'à travers cette subvention, Thonon Agglomération apporte son soutien aux associations qui participent au dynamisme et au rayonnement de son territoire,

CONSIDERANT que le montant de subvention octroyé est un montant plafond et qu'en cas d'évolution du budget prévisionnel lors de l'envoi des bilans de la manifestation et des pièces justificatives, l'agglomération se réserve la possibilité de verser un montant de subvention en fonction du pourcentage de réalisation voire en cas d'excédent de ne pas verser le montant prévu,

CONSIDERANT que le bureau communautaire du 20 décembre 2022, a validé les demandes de subventions pour les projets suivants :

Nom de l'association	Nom de la manifestation	Date événement	Localisation	Montant plafonnée
BLACK PANTHERS	XNV BEACH GAMES		EXCENEVEX (plage)	2 000,00 €
BLACK PANTHERS	COUPE D'EUROPE DES CLUBS CHAMPIONS	Avril ou mai 2023 (date définie fin novembre)	THONON	4 000,00 €
CHABLAIS LEMAN SPORT ORGANISATION	Thonon Cycling Race 2023	13 et 14 mai 2023	THONON	5 000,00 €
CULTUROSCOPE	FESTIVAL CHÂTEAU SONIC	Du 04 au 06 août 2023	CHÂTEAU AVULLY - BRENTHONNE	1 000,00 €
DES MONTAGNES ET DES BULLES	FESTIVAL BD	Du 27 au 29 octobre 2023	SCIEZ	4 000,00 €
DEUS EX MATCHINA (DEM)	L'ART A WATT	10 et 11 juin 2023	THONON ?	- €
ESPACE ENCHANTE	EXPOSITIONS	Du 04/02 au 16/12	YVOIRE - DOMAINE DE ROVOREE	2 000,00 €
LA MALLE AU GRENIER	FESTIVAL "QUINCY SOIT IL!"	Du 24 au 26 novembre 2023	MASSONGY	500,00 €
LA VIE DU PASSE	EXPOSITION "STREET ART PREHISTORIQUE"	Juin 2023 - juin 2024	SCIEZ	1 000,00 €
LE GRAND BAIN PRODUCTION	FESTIVAL RIVAGES ELECTRONIQUES	3 et 4 juin 2023	YVOIRE - DOMAINE DE ROVOREE	2 000,00 €
L'ENTRAIDE	ZONE DE GRATUITE	30-sept-23	VEIGY	- €
VTT LEMAN	CHABLAISIENNE	03-sept-23	CHENS	3 000,00 €
XNV ANIMATION	XNV BEACH PARTY	Du 20 au 23 juillet 2023	EXCENEVEX (plage)	3 500,00 €

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

AUTORISE
PRECISE
RAPPELLE

le versement des subventions pour les projets ci-dessus exposés, que les crédits seront inscrits au budget principal 2023, que le montant de subvention octroyé est un montant plafond et qu'en cas d'évolution du budget prévisionnel lors de l'envoi des bilans de la manifestation et des pièces justificatives, l'agglomération se réserve la possibilité de verser un montant de subvention en fonction du pourcentage de réalisation voire en cas d'excédent de ne pas verser le montant prévu.

N°2051

CONVENTION DE SERVICE D'ACHAT CENTRALISE POUR LA FOURNITURE DE SERVICES OPERES DE TELECOMMUNICATIONS ET DE PRESTATIONS ASSOCIEES POUR LES BESOINS DES POUVOIRS ADJUDICATEURS IDENTIFIES EN ANNEXE 1 DU CCAP DE L'ACCORD-CADRE N°2021-045 / LOT 4 : TELEPHONIE MOBILE, M2M, MDM, AMELIORATION DES COUVERTURES INDOOR ET OUTDOOR

**MUTUALISATION DES SERVICES - Service : Administration générale
Rapporteur : Christophe SONGEON**

Le RESAH est un groupement d'intérêt public (GIP) national dont l'objectif est d'appuyer la mutualisation et la professionnalisation des achats du secteur sanitaire, médico-social et social, public et privé non lucratif. L'offre d'achat via ce groupement a été ouvert depuis peu aux collectivités territoriales. Or, il présente un certain nombre de marchés auxquels l'agglomération souhaiterait pouvoir souscrire (qualité de l'offre, prix, procédure menée, ...).

C'est ainsi que le marché de services de télécommunication et prestations associées de Thonon Agglomération arrivant à échéance début 2023, la collectivité souhaite conventionner auprès du titulaire du lot afférent ORANGE via le RESAH une convention de Service d'Achat Centralisé :

« Services opérés de télécommunication et prestations associées (Offre « Plus ») - Services de téléphonie mobile, outils de MDM, Amélioration couverture Indoor et outdoor, solutions temporaires, Solutions de Machine to machine, applications mobiles, solutions de géolocalisation, solutions de sécurité associées, financement des terminaux et prestations associées pour l'ensemble des services proposés. »

Cette convention peut inclure les communes de l'EPCI qui le souhaitent en tant que bénéficiaires afin de disposer des prestations proposées et de la grille tarifaire négociée au même titre que l'agglomération sur le temps de la convention. Les communes de l'agglomération ont en conséquence été sollicitées. Plusieurs ont marqué leur intérêt et pourront en conséquence souscrire à suivre une fois la convention de l'agglomération régularisée.

Aussi, il est proposé au conseil communautaire de valider la convention à intervenir avec RESAH.

Christophe SONGEON rappelle que toutes les communes ont été destinataires de cette proposition de convention de service d'achat centralisé pour la fourniture de services opérés de télécommunication et de prestations associées. Seules les communes de Loisin, Yvoire, Massongy, Allinges, Bons-en-Chablais, Anthy-sur-Léman, Sciez et Ballaison se sont manifestées.

Délibération :

Vu les articles L. 2113-2 et suivants du code de la commande publique relatifs aux centrales d'achat ;
Vu l'article 2 de l'arrêté interministériel du 13 juin 2017 (NOR : SSAH1718103A) approuvant la convention constitutive du GIP Resah dont l'article 2 le constitue en centrale d'achat publique au sens des articles L.2113-2 et suivants du code de la commande publique ;

Vu les accords-cadres mono-attributaires conclus par dans le cadre de la procédure 2021-045 par le Resah agissant en tant que centrale d'achat publique et notamment l'annexe 1 « Bénéficiaire potentiels » du CCAP au sein de laquelle le signataire a été dûment identifié ;

Vu l'article R. 2162-4 2° du code de la commande publique relatif aux accords-cadres ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives aux traitements des données notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée ainsi que le Règlement Général sur la Protection des Données n° 2016/679 ;

CONSIDERANT l'intérêt de Thonon Agglomération pour les prestations adaptées à ces besoins et de la grille tarifaire négociée proposée ;

CONSIDERANT l'article L. 2113-4 du code de la commande publique aux termes duquel « l'acheteur qui recourt à une centrale d'achat pour la réalisation de travaux ou l'acquisition de fournitures ou de services est considéré comme ayant respecté ses obligations de publicité et de mise en concurrence pour les seules opérations de passation et d'exécution qu'il lui a confié ;

CONSIDERANT l'intérêt des communes de l'EPCI figurant en annexe d'être bénéficiaires de cette convention ;

CONSIDERANT Thonon Agglomération comme coordinateur du groupement de commandes selon les modalités du GIP Resah ;

CONSIDERANT la contribution financière annuelle de 1'100 euros portée par Thonon Agglomération pour le groupement de bénéficiaires figurant en annexe ;

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

AUTORISE M. le Président à signer la convention 2021-45 portant sur le lot 4 pour le montant maximal défini en annexe pour 4 ans. Il est à noter que les prestations seront payées par chaque bénéficiaire au regard des quantités réellement collectées selon le bordereau de prix unitaire fixé dans la convention.

N°2052

SIAC - Convention de mise à disposition de personnel

RESSOURCES HUMAINES - Service : Protection et gestion du milieu naturel Rapporteur : Serge BEL

Depuis janvier 2019, Mme Amélie SAHUC, agent du service Protection et gestion du milieu naturel de Thonon Agglomération est mise à disposition du SIAC en conséquence du projet de travaux de restauration hydromorphologique et de prévention des risques sur la basse Dranse, ce projet concernant le territoire de Thonon Agglomération.

L'année 2022 a été consacrée au démarrage et à la mise en œuvre des travaux sur la partie amont du projet, soit du pont de Douceur au pont de Vongy. Les travaux se poursuivront en 2023 sur la partie aval, soit du pont de Vongy au delta de la Dranse.

La convention de mise à disposition étant aujourd'hui échu, il est proposé de la renouveler afin de couvrir la suite de la période opérationnelle du projet sur l'année 2023. La durée des travaux sur l'année 2024 (année de finalisation des travaux) n'étant pas connue à ce jour, il n'est pas encore proposé de conventionner jusqu'en 2024.

Mme Amélie SAHUC sera ainsi encore en 2023 mise à disposition du SIAC pour 40 % de son temps de travail (soit 2 jours par semaine, identifiés afin de lui permettre une planification de son travail).

En conséquence de ce qui précède, il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver la convention de mise à disposition ci-annexée. Ce temps de travail est refacturé, déduction faite des aides financières dont ce poste bénéficie.

Serge BEL présente la convention de mise à disposition de personnel qui ne donne pas lieu à des questions.

Délibération :

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux.

CONSIDERANT l'apport technique que l'agent apporte actuellement dans la mise en œuvre des actions du contrat de rivière des Dranses et de l'Est lémanique pour la partie basse Dranse au regard de son expérience sur cette partie du territoire,

CONSIDERANT l'urgence de mener à bien les opérations sur ce secteur, tant techniquement que financièrement (échéance des financements issus de l'Agence de l'Eau),
CONSIDERANT l'accord de l'agent.

En conséquence, il y a lieu de conclure une convention de mise à disposition de cet agent pour 40 % de son temps de travail.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

APPROUVE la convention de mise à disposition pour l'année 2023 d'un agent par Thonon Agglomération auprès du SIAC, à savoir Mme Amélie SAHUC, Ingénieur, pour 40 % de son temps de travail,

AUTORISE M. le Président, ou son représentant, à la signer ainsi que tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette mise à disposition.

N°2053

ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DU PERSONNEL DE THONON AGGLOMERATION

RESSOURCES HUMAINES - Service : Ressources humaines et mutualisation
Rapporteur : Christophe ARMINJON

Le règlement intérieur est défini dans la première partie du Code du Travail aux articles L. 1321-1 et suivants. L'article 108-1 de la loi n°84-53 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale précise que les dispositions applicables sont celles de la 4^{ème} partie du Code du Travail. On peut en déduire qu'il n'est pas obligatoire de rédiger un règlement intérieur.

Toutefois, en ce qui concerne la gestion du personnel (consignes de travail, visites médicales, port des équipements de protection...) ainsi que celle de certains risques (alcool, ...) adopter un règlement intérieur s'avère indispensable. En effet, au-delà du rappel des cadres réglementaires qu'il permet, passer chaque jour quelques heures ensemble suppose pour chacun des agents le respect d'un code de conduite commun. C'est la raison pour laquelle quoique non obligatoire, il est fortement recommandé d'en réaliser un et de le diffuser à l'ensemble des agents de la collectivité. Il est également un acte de management très courant dans toutes les collectivités maintenant.

Aussi, le règlement intérieur est un document écrit par lequel l'employeur fixe exclusivement :

- 1° Les mesures d'application de la réglementation en matière de santé et de sécurité dans l'entreprise ou l'établissement, notamment les instructions prévues à l'article L. 4122-1,*
- 2° Les conditions dans lesquelles les salariés peuvent être appelés à participer, à la demande de l'employeur, au rétablissement de conditions de travail protectrices de la santé et de la sécurité des salariés, dès lors qu'elles apparaîtraient compromises,*
- 3° Les règles générales et permanentes relatives à la discipline, notamment la nature et l'échelle des sanctions que peut prendre l'employeur.*

Le règlement intérieur présente les droits et obligations des employés. Il rappelle les règles relatives à l'organisation du travail et les règles de discipline fixées par le statut. Il précise aussi certaines dispositions en matière d'hygiène et de sécurité en respectant le contenu fixé par décret et par le code du travail. Il s'applique donc aux personnels titulaires et non titulaires. La hiérarchie est chargée de veiller à son application et est tenue d'informer l'Autorité Territoriale des difficultés rencontrées.

Le projet de règlement intérieur présenté à l'adoption s'appuie sur des dispositions réglementaires, les délibérations préalablement adoptées par le Conseil Communautaire, les notes de service et consignes en application. Il a par ailleurs été présenté au Comité technique à plusieurs reprises. Son applicabilité serait fixée au 01 janvier 2023 en cas de vote positif du Conseil Communautaire.

Il est demandé au Conseil Communautaire d'adopter le règlement intérieur de la collectivité.

Monsieur le Président rappelle qu'il s'agit d'un document important qui a été analysé à plusieurs reprises en comité technique ayant donné un avis favorable et auquel ont été associés les représentants du personnel.

Délibération :

VU le code général des collectivités territoriales,
VU le code du travail,
VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
VU le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,
VU l'avis du Comité Technique réuni le 6 décembre 2022.

CONSIDERANT la nécessité, pour la Collectivité, de se doter d'un règlement intérieur s'appliquant à l'ensemble du personnel de Thonon Agglomération, précisant un certain nombre de règles, principes et dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement des services.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

ADOpte à compter du 1^{er} janvier 2023, le règlement intérieur du personnel de Thonon Agglomération joint en annexe,
PREcISE que les anciennes délibérations relatives aux différents articles présents dans le règlement intérieur sont abrogées :

- Protocole temps de travail,
- Compte épargne temps,
- Télétravail,
- Règlement des véhicules,
- Charte informatique,

PREcISE que les nouvelles dispositions légales et réglementaires à venir s'imposeront automatiquement au présent règlement intérieur sans qu'il n'y ait besoin de le modifier. C'est seulement si ledit règlement devient illégal du fait de l'entrée en vigueur d'une nouvelle norme qu'il devra être modifié.

N°2054

MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

RESSOURCES HUMAINES - Service : Ressources humaines et mutualisation
Rapporteur : Christophe ARMINJON

La capacité de recruter pour Thonon Agglomération passe par la mise à jour de son tableau des emplois et des effectifs, qu'il s'agisse de création ou de suppression de postes (qui ne seraient plus d'actualité), de modifications d'intitulés de postes ou d'ouverture et de fermeture de grades afin d'assurer un déroulé de carrière cohérent aux agents et de disposer des ressources humaines les plus appropriées pour remplir les missions de services publics de l'agglomération.

Dès lors, il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver les modifications susmentionnées au tableau des emplois et des effectifs de l'agglomération.

Monsieur le Président présente les modifications apportées au niveau du tableau des emplois et effectifs.

Délibération :

VU le code général des collectivités territoriales,
VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
VU l'avis du comité technique en date du 06 décembre 2022.

CONSIDERANT la nécessité d'approuver les modifications susmentionnées au tableau des emplois et des effectifs de l'agglomération.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

MODIFIE les postes suivants à compter du 1^{er} janvier 2023 :
POSTES PERMANENTS
Service Patrimoine :
- Poste n° DSTPMAI01 de Coordonnateur(trice) maintenance et entretien à ouvrir aux grades d'ingénieur, ingénieur Principal, ingénieur hors classe relevant de la catégorie A et à fermer sur les grades d'agent de maîtrise, agent de maîtrise principal relevant de la catégorie C.
Service Urbanisme :
- Harmoniser les postes n° DTURBA06, DTURBA07, DTURBA08, DTURBA09 de gestionnaire urbanisme opérationnel et réglementaire en les ouvrant aux grades d'adjoint administratif, adjoint administratif principal 2^{ème} classe, adjoint administratif principal 1^{ère} classe relevant de la catégorie C (filiales administrative), aux grades d'adjoint technique, adjoint technique principal 2^{ème} classe, adjoint technique principal 1^{ère} classe relevant de la catégorie C (filiale technique) ainsi qu'aux grades de rédacteur, rédacteur principal 2^{ème} classe, rédacteur principal 1^{ère} classe relevant de la catégorie B (filiale administrative) et aux grades de technicien, technicien principal 2^{ème} classe, technicien principal 1^{ère} classe relevant de la catégorie B (filiale technique)
Service Services et Usages Numériques :
- Poste n° DGSDGMD01 « Pilote de la donnée numérique » : intitulé de poste à modifier, sans changement dans la fonction, en Pilote de la donnée et de la gestion documentaire.

PRECISE que les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets de l'exercice,

DECIDE la modification du tableau des emplois et des effectifs en conséquence de ce qui précède tel que joint en annexe,
CHARGE M. le président de prendre toutes les dispositions nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Il est précisé que le Conseil Communautaire du 31 janvier 2023 aura lieu à 19h et non à 18h pour permettre la bonne tenue d'une réunion du PMGF et séance au cours de laquelle sera présenté le DOB.

LISTE DES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT ET LE BUREAU COMMUNAUTAIRE EN VERTU DE LEURS DELEGATIONS DE POUVOIR QUI LEUR ONT ETE DONNEES EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CGCT PAR :

- Délibération n° CC000887 du 30 juillet 2020 pour les délégations de pouvoir du Conseil Communautaire vers le Président
- Délibération n° CC000886 du 30 juillet 2020 pour les délégations de pouvoir du Conseil Communautaire vers le Bureau Communautaire

DELEGATIONS DE POUVOIR DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE VERS LE BUREAU COMMUNAUTAIRE

N°	date	Intitulé	Décision
1988	08/11/2022	COMMISSIONS THEMATIQUES - Modification membre Commission « Cohésion sociale et territoriale »	MODIFIE la composition de la commission thématique « Cohésion sociale et territoriale » conformément à la proposition adressée par la commune de Cervens, à savoir le remplacement de Claire DUTARTRE par Catherine VUARGNOZ, MET à jour le tableau des membres en conséquence.
1989	17/11/2022	CONVENTION AIR – Attribution d'une aide forfaitaire pour des travaux en faveur de la qualité de l'air dans le cadre du dispositif « PRIME CHAUFFAGE PROPRE » - Retire et remplace la délibération BC001712 du 29 mars 2022	ATTRIBUE une aide financière de 2 000 € à un habitant de Sciez pour la réalisation de travaux de remplacement d'équipement de chauffage bois, sur les crédits affectés au compte budgétaire 20422 – Subvention d'équipement aux personnes de droit privé – Bâtiments et installations, du budget général de Thonon Agglomération, VERSE la subvention au bénéficiaire sur réception du dossier complet de demande de versement et d'un relevé d'identité bancaire, PRECISE que le versement de la subvention devra intervenir dans les délais fixés par la Convention cadre pour l'amélioration de la qualité de l'air à compter de la date de cette délibération. A l'expiration de ce délai, l'aide deviendra caduque.

N°	date	Intitulé	Décision
1990	17/11/2022	PLH - Attribution d'une aide forfaitaire de 594,30 € à un habitant de Anthy pour des travaux « Adaptation du logement »	ATTRIBUE une aide financière de 594,30 € à un habitant d'Anthy (dossier n° ADP22-23-9) pour la réalisation de travaux « Adaptation du logement », inscrite au budget principal de Thonon Agglomération, VERSE la subvention au bénéficiaire sur présentation de la notification de paiement de l'Anah, des factures de travaux et d'un relevé d'identité bancaire. PRECISE que le versement de la subvention devra intervenir dans un délai de trois ans à compter de la date de cette délibération. A l'expiration de ce délai, l'aide deviendra caduque.
1991	17/11/2022	PLH - Attribution d'une aide forfaitaire de 1 793,53 € à une habitante de Margencel pour des travaux « Economie d'énergie »	ATTRIBUE une aide financière de 1 793,53 € à une habitante de Margencel (dossier n° NRJ22-23-9) pour la réalisation de travaux « Economie d'énergie », inscrite au budget principal de Thonon Agglomération. VERSE la subvention au bénéficiaire sur présentation de la notification de paiement de l'Anah, des factures de travaux et d'un relevé d'identité bancaire. PRECISE que le versement de la subvention devra intervenir dans un délai de trois ans à compter de la date de cette délibération. A l'expiration de ce délai, l'aide deviendra caduque.
1992	17/11/2022	SCHEMA DIRECTEUR DE RANDONNEE - Balisage du Tour de la Presqu'île - Convention d'autorisation de pose du balisage avec la SCI DE LA PETITE CHATAIGNIERE	VALIDE les termes de la convention d'autorisation pour la pose du balisage sur la parcelle sise à Yvoire (74140), cadastrée section B n°554, appartenant à la SCI DE LA PETITE CHATAIGNIERE. AUTORISER M. le Président, ou sa 13 ^{ème} Vice-présidente déléguée aux politiques culturelle et sportive communautaires, à signer ladite convention ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente.
1993	17/11/2022	OCCUPATION DES LOCAUX APPARTENANT A LA COMMUNE D'ALLINGES - Bâtiment dit de l'aérospatiale - Convention	AUTORISE M. le Président, ou un vice-président, à signer la convention autorisant l'occupation des locaux dit « de l'aérospatiale » avec la commune d'Allinges, AUTORISE M. le Président, ou un vice-président, à signer tout document, toute pièce administrative ou comptable nécessaire à l'exécution dudit contrat.
1994	29/11/2022	PLH - Attribution d'aide à la production de logement locatifs sociaux VILLA MARTHE - VEIGY FONCENEX	ATTRIBUE une aide de 18 500 € à « Immobilière Rhône-Alpes » pour la réalisation de 7 logements locatifs sociaux : 3 PLAi et 4 PLUS, PRECISE que son montant sera porté au budget de l'année N+1 après réception de l'attestation de démarrage de l'opération fournie par le bailleur, au plus tard le 31/08/N, AUTORISE M. le Président à procéder à toutes les démarches nécessaires et à signer tout document, pièce administrative ou comptable s'y rapportant.

N°	date	Intitulé	Décision																										
1995	29/11/2022	ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT - Modification du règlement intérieur 2022	APPROUVE la mise à jour du règlement intérieur de l'accueil de loisirs sans hébergement de Thonon Agglomération pour une application à compter du 1 ^{er} décembre 2022, AUTORISE M. le Président à signer tout document, toute pièce administrative ou comptable s'y rapportant, et plus généralement à faire le nécessaire.																										
1996	29/11/2022	STRUCTURES PETITE ENFANCE - Demande de subvention CAF - Installation brises soleil orientables	<p>AUTORISE M. Le Président à solliciter une aide auprès de la CAF de Haute - Savoie permettant la réalisation de ce projet, APPROUVE Le montant de la subvention demandée à hauteur maximum de 80% du coût des dépenses conformément au plan de financement suivant :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Opération</th> <th>Dépenses</th> <th colspan="3">Recettes</th> </tr> <tr> <th>€ HT</th> <th>Partenaires</th> <th>Taux</th> <th>€ HT</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Electricité</td> <td>3 180.00€</td> <td>CAF Haute-Savoie</td> <td>80%</td> <td>25 663.74€</td> </tr> <tr> <td>Fourniture et pose de protection solaire</td> <td>26 801.00€</td> <td rowspan="2">Thonon Agglomération</td> <td rowspan="2">20%</td> <td rowspan="2">6 415.93€</td> </tr> <tr> <td>Imprévus</td> <td>2 098.67€</td> </tr> <tr> <td>Total Dépenses</td> <td>32 079.67€</td> <td>Total Recettes</td> <td>100%</td> <td>32 079.67€</td> </tr> </tbody> </table> <p>INDIQUE que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat, AUTORISE M. Le Président à signer tout document, toute pièce administrative ou comptable s'y rapportant, et plus généralement à faire le nécessaire.</p>	Opération	Dépenses	Recettes			€ HT	Partenaires	Taux	€ HT	Electricité	3 180.00€	CAF Haute-Savoie	80%	25 663.74€	Fourniture et pose de protection solaire	26 801.00€	Thonon Agglomération	20%	6 415.93€	Imprévus	2 098.67€	Total Dépenses	32 079.67€	Total Recettes	100%	32 079.67€
Opération	Dépenses	Recettes																											
	€ HT	Partenaires	Taux	€ HT																									
Electricité	3 180.00€	CAF Haute-Savoie	80%	25 663.74€																									
Fourniture et pose de protection solaire	26 801.00€	Thonon Agglomération	20%	6 415.93€																									
Imprévus	2 098.67€																												
Total Dépenses	32 079.67€	Total Recettes	100%	32 079.67€																									

DELEGATIONS DE POUVOIR DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE VERS LE PRESIDENT

Marché Public

Marché	Type de marché	Date signature	Montant (en HT)	Entreprise
MAPA-2022-35 (PAT) Mission d'accompagnement à l'élaboration du PAT	Marché d'étude	29/11/2022	69 100 €	EVEN CONSEIL
Marché subséquent n°9 : Test de réception réseau eaux usées et eaux pluviales communes de Ballaison, Bons-en-Chablais, Cervens, Loisin, Messery et Sciez (AOO-2021-040 - lot 1 travaux neufs)	Marché de Travaux	29/11/2022	7 407 €	TEDECO

Décisions

Objet	Type d'acte	Date signature	Montant (en HT)	Entreprise
Traiteur CLD 30.11.2022 (budget CLOC)	22AGE00078	16/11/2022	136,97 €	BOUCHERIE DUCRET

THONON agglomération

Allinges Anthy-sur-Léman Armoiy Ballaison Bons-en-Chablais
Brenthonne Cervens Chens-sur-Léman Douvaine Drailant Excenevex
Fessy Loisin Lully Le Lyaud Margencel Massongy Messery Nernier
Orcier Perrignier Sciez-sur-Léman Thonon-les-Bains Veigy-Foncenex Yvoire

Objet	Type d'acte	Date signature	Montant (en HT)	Entreprise
Cartes de visite service Cohésion des territoires et citoyenneté	22COM00067	09/11/2022	130,00 €	REPRO LEMAN
Plateaux-repas COPIL - Projet de territoire du 17.11.2022	22AGE00080	21/11/2022	119,20 €	SAS BONDAZ VIANDE
Achat petit équipement pour les services techniques	22AGE00082	21/11/2022	50,00 €	SAS SIMOVA INTERMARCHÉ DOUVAINE
Repas forum job d'été	22AGE00083	21/11/2022	681,82 €	LA LIGNE TREIZE RESTO BUS
CARTE CARBURANT - NOUVEAU VEHICULE DU SERVICE PATRIMOINE DE SEPTEMBRE A DECEMBRE 2022	Immat : GG-512-SH - Marché 2021-04 lot 2	09/09/2022	30,00 €	MOONGROUP
3 CARTES CARBURANTS - NOUVEAUX VEHICULES DU SERVICE ASSAINISSEMENT DE SEPTEMBRE A DECEMBRE 2022	Marché 2021-04 lot 2	09/09/2022	90,00 €	MOONGROUP
2 CARTES CARBURANT - NOUVEAUX VEHICULES DU SERVICE EAU POTABLE DE SEPTEMBRE A DECEMBRE 2022	Marché 2021-04 lot 2	09/09/2022	60,00 €	MOONGROUP
Pantalons pour les agents de déchetteries	Marché EPI	09/09/2022	149,37 €	VPSL
Remplacement de l'onduleur de l'ascenseur de Ballaison	ANR220910	12/09/2022	365,00 €	ACAF
Pantalons - Regie OM	Marché EPI	12/09/2022	601,20 €	VPSL
Réparation d'une benne sur panne d'injecteurs non prévue	3458	12/09/2022	7 153,58 €	BARATAY&CIE
Dotation EPI apprenti	Marché EPI	14/09/2022	298,92 €	VPSL
MAPA 19INTS05- FOURNITURE NETTOYAGE ET ENTRETIEN DES EPI - LOT2: CHAUSSANT		14/09/2022	48,65 €	CHAMPION ROCH

THONON agglomération

Allinges Anthy-sur-Léman Armoiry Ballaison Bons-en-Chablais
Brenthonne Cervens Chens-sur-Léman Douvaine Drailant Excenevex
Fessy Loisin Lully Le Lyaud Margencel Massongy Messery Nernier
Orcier Perrignier Sciez-sur-Léman Thonon-les-Bains Veigy-Fonceneux Yvoire

Objet	Type d'acte	Date signature	Montant (en HT)	Entreprise
Remplacement transmetteur sur la carte GSM (Dispositif d'alarme) Déchetterie de SCIEZ	DEVIS 8214.09	14/09/2022	704,00 €	SECURITON
Marché AOO-2020-17-MUL : Nettoyage Bassin de rétention et alentours déchetterie de DOUVAINE	Marché AOO-2020-17-MUL DQE LOT 1	14/09/2022	526,32 €	LIEN
Produits d'entretien tous les sites	301972087	15/09/2022	657,70 €	UGAP
Réparation du drapeau Français	202208058	25/08/2022	455,00 €	LANCON ET FILS
Travaux AEP - Route du Chablais RD35 à Veigy et Impasse des Acacias à Thonon - BDC 9	Marché 2022-19	15/09/2022	3 690,00 €	COLAS France
Acquisition de mobilier pour prévision déménagement Perrignier Eau + Bus France Service	301974232	15/09/2022	25 712,39 €	UGAP
Location de groupe électrogène pour maintenance - PR SECHEX	200011GE	15/09/2022	1 040,00 €	SIPE
Changement de l'arrête-flammes de la torchère - STEP DOUVAINE	22,0927/1	15/09/2022	8 691,00 €	PROTEGO
Bdc54-Lot3 Renouvellement EU - MESSERY PARTEYI	Marché 2021-02 lot 3	16/09/2022	44 030,40 €	SOCCO DAZZA MCM TP
Mobilier pour la maison de la mobilité	301924103	16/09/2022	9 844,94 €	UGAP
Contacteur thermique, Pièce défectueuse uniquement fournie par ecollect	DEVIS MAR/DE0 202820-R00	20/09/2022	346,00 €	ECOLLECT
Etiquettes et rouleaux d'impression pour l'imprimante de la régie	DEVIS 2207800	20/09/2022	702,50 €	BALERE LOGICIELS
Fabrication de platines pour la pose de spots	2022 09 065	23/09/2022	391,60 €	LANCON ET FILS

THONON agglomération

Allinges Anthy-sur-Léman Armoy Ballaison Bons-en-Chablais
Brenthonne Cervens Chens-sur-Léman Douvaine Drailant Excenevex
Fessy Loisin Lully Le Lyaud Margencel Massongy Messery Nernier
Orcier Perrignier Sciez-sur-Léman Thonon-les-Bains Veigy-Foncenex Yvoire

Objet	Type d'acte	Date signature	Montant (en HT)	Entreprise
d'éclairage piste d'athlétisme Gymnase de MARGENCEL				
Bdc63-Lot3-Reprise regard EU - CH DILLION DOUVAINE	marché 2021-02 lot 3	20/09/2022	3 120,76 €	SOCCO DAZZA MCM TP
Bdc62-Lot3-CREATION DO - CH DE LA CROIX NERNIER	marché 2021-02 lot 3	20/09/2022	7 801,16 €	SOCCO DAZZA MCM TP
bdc39 lot 5- Casse Réseau EU - Parteyi - MESSERY	marché 2021-02 lot 5	20/09/2022	2 246,91 €	BEL ET MORAND TP
Indicateur digital - STEP DOUVAINE	Marché 2022-05 lot 1	20/09/2022	791,48 €	SONEPAR
Poste à Souder	Marché 2022-05 lot 2	20/09/2022	488,57 €	MAGRETTI
Bdc66-Lot3-Reprise regard EU - Rte CHARNAGE _ CHENS	marché 2021-02 lot 3	27/09/2022	1 614,97 €	SOCCO DAZZA MCM TP
Bdc67-Lot3-Reprise regard EU - Multi site _ Multi communes	marché 2021-02 lot 3	27/09/2022	52 898,27 €	SOCCO DAZZA MCM TP
Commande de regards EU - plusieurs communes	devis du 21/09/2022	27/09/2022	1 750,00 €	HEINRICH CANALISATION - VHM
EPI - Nouvel agent - régie OM	marché EPI	27/09/2022	974,97 €	VPSL
EPI - Nouvel agent - régie OM	Marché EPI - Chaussant	27/09/2022	177,10 €	CHAMPION ROCH
renouvellement EPI - Agents du bâtiment	Marché EPI	28/09/2022	577,69 €	VPSL
FOURNITURE NETTOYAGE ET ENTRETIEN DES EPI - LOT 2 CHAUSSANT	MAPA 19INTS05	28/09/2022	62,86 €	CHAMPION ROCH
ENTRETIEN OUVRAGES - TOURBIERE MOISES ET MARAIS BOSSENOT	27ST22	29/09/2022	99,98 €	SCIERIE JORAT
BDC 17 RUE DE VERDUN THONON itv	Marché AOO-2021-40-Lot2	29/09/2022	1 143,40 €	RAY ASSAINISSEMENT
Réparation - Bus	15186	29/09/2022	2 948,81 €	BERNARD TRUCKS
SPS travaux des blaves -Le LYAUD	741-S-2022-003G/0	29/09/2022	1 955,00 €	ALPES CONTROLES
Commande de polymère est nécessaire ZETAG 8160 en sac de 25kg	4VD2290	29/09/2022	4 455,00 €	ADIPAP

THONON agglomération

Allinges Anthy-sur-Léman Armoy Ballaison Bons-en-Chablais
Brenthonne Cervens Chens-sur-Léman Douvaine Draillant Excenevex
Fessy Loisin Lully Le Lyaud Margencel Massongy Messery Nernier
Orcier Perrignier Sciez-sur-Léman Thonon-les-Bains Veigy-Fonceneux Yvoire

Objet	Type d'acte	Date signature	Montant (en HT)	Entreprise
Achat de bagues d'usure des pompes du poste "le moulin"	222066417	29/09/2022	753,11 €	XYLEM
Achat de garnitures mécaniques et de roulements	222066380	29/09/2022	757,38 €	XYLEM
Achat pièces détachées pour pompes de relevage	222066378	29/09/2022	5 068,82 €	XYLEM
Travaux divers de grosses soudures	2022 08 057	30/09/2022	2 400,00 €	LANCON ET FILS
Livraison de Chlorure Ferrique - STEP de fessy - Lully	Marché	30/09/2022	1 206,80 €	FERACID
BDC 90A LOT 2 AOO 2021-02 - EXTENSION AVENUE DE LA DAME	marché 2021-02 lot 2	20/09/2022	35 056,97 €	BEL ET MORAND EMC COLAS
BDC 90B LOT 2 AOO 2021-02 - EXTENSION AVENUE DE LA DAME	marché 2021-02 lot 2	20/09/2022	8 915,72 €	BEL ET MORAND EMC COLAS
Livraison de Chlorure Ferrique - STEP DOUVAINE	Marché	26/09/2022	6 102,04 €	FERACID
FOURNITURE NETTOYAGE ET ENTRETIEN DES EPI - LOT 2 CHAUSSANT	MAPA 19INTS05	30/09/2022	57,05 €	CHAMPION ROCH
Produits d'entretien	DV22-033096	20/09/2022	720,88 €	PAREDES
éclairage de la piste du gymnase de margencel	2022-05 - 122901	30/09/2022	1 818,92 €	REXEL
Acquisition de matériel sportif pour le gymnase de Margencel	SO9639	03/10/2022	7 907,20 €	TATAMI STORE
Prélèvements sur enrobé et tuyau pour recherche d'amiante et de HAP. Rte de La Gare / Imp. des Mésanges et du Fouriaz Perrignier	Marché 2022-19 - lot 2	30/09/2022	2 705,00 €	COLAS France
Implantation du câbles d'alimentation électrique du portail d'entrée - Ressourcerie	2022-05 lot 1 - 123107	03/10/2022	554,73 €	REXEL

THONON agglomération

Allinges Anthy-sur-Léman Armoy Ballaison Bons-en-Chablais
Brenthonne Cervens Chens-sur-Léman Douvaine Drailant Excenevex
Fessy Loisin Lully Le Lyaud Margencel Massongy Messery Nernier
Orcier Perrignier Sciez-sur-Léman Thonon-les-Bains Veigy-Foncenex Yvoire

Objet	Type d'acte	Date signature	Montant (en HT)	Entreprise
Pose de réseau EU - marché couvert du Lyaud	DE00000056	03/10/2022	14 919,05 €	GIROD TP
Acquisition Renault MASTER	36725323	03/10/2022	35 036,58 €	UGAP
Matériels électrique - Chantier - Service eaux Perrignier	123190	04/10/2022	889,40 €	REXEL
ITV Margencel - Route de Jouvernex - Complément du 22ACO0079	DQE	04/10/2022	653,90 €	TEDECO
nouvel agent et casque anti-bruit déchetteries	Marché EPI	04/10/2022	409,71 €	VPSL
Remplacement de la chaudière gaz - Perrignier instances	Devis du 4 octobre 2022	04/10/2022	12 955,66 €	HAUTEVILLE
Etude d'infiltration - Impasse des acacias à Thonon	Devis du 22 Septembre	06/10/2022	660,00 €	BE EVELYNE BAPTENDIER
itv réseau rue des fontaines et chemin des gouilles allinges	bdc 19 lot 2 marché 2021-40	06/10/2022	3 660,00 €	SARP CENTRE EST
Pompe neuve - PR Crapons	1092599	06/10/2022	23 621,00 €	SULZER
Bdc68-Lot3-Sondage + mise à niveau - Rue des Clefs BONS	Marché 2021-02 lot 3	06/10/2022	1 768,75 €	SOCCO DAZZA MCM
achat d'un variateur de vitesse compact	Marché 2022 05 lot 1 - 9180582	06/10/2022	963,76 €	SONEPAR
Achat débitmètre	Marché 2022 05 lot 1 - 123056	06/10/2022	2 839,99 €	REXEL
Extension du réseau d'assainissement SCIEZ – Impasse de la Ravine	Marché 2021-02 lot 3 - bdc 69	06/10/2022	31 553,25 €	SOCCO DAZZA MCM TP
Acquisition de protection de poutre pour gymnase de Douvaine	COL221000314	06/10/2022	601,00 €	MANUTAN
Mobilier - STEP DOUVAINE	302001388	06/10/2022	1 011,66 €	UGAP
Fourniture et livraison de bioseaux pour Thonon Agglomération	Marché 2020 - 35 lot 3	06/10/2022	872,00 €	QUADRIA

THONON agglomération

Allinges Anthy-sur-Léman Armoy Ballaison Bons-en-Chablais
Brenthonne Cervens Chens-sur-Léman Douvaine Drailant Excenevex
Fessy Loisin Lully Le Lyaud Margencel Massongy Messery Nernier
Orcier Perrignier Sciez-sur-Léman Thonon-les-Bains Veigy-Foncenex Yvoire

Objet	Type d'acte	Date signature	Montant (en HT)	Entreprise
Fourniture de composteurs pour Thonon Agglomération	Marché 2020 - 35 lot 2	06/10/2022	5 171,70 €	QUADRIA
Campagne de remplacement des BAES	Marché 2022 05 lot 1 - 9216028	07/10/2022	1 982,50 €	SONEPAR
Contrat de prestation de service - Analyses hydrologie - tous les sites	CM-10102022-02V1	10/10/2022	1 947,07 €	LIDAL
Contrat d'entretien toiture - Perrignier Instance	2022-0043	10/10/2022	570,00 €	PROTECTOIT
Contrat d'entretien toiture - Gymnase Douvaine	2022-0038	10/10/2022	820,00 €	PROTECTOIT
Contrat d'entretien toiture - Les Ateliers Ballaison	2022-0047	10/10/2022	600,00 €	PROTECTOIT
Contrat d'entretien toiture - La grange de Thénrière	2022-0048	10/10/2022	380,00 €	PROTECTOIT
Contrat d'entretien toiture - STEP Douvaine	2022-0046	10/10/2022	1 060,00 €	PROTECTOIT
Contrat d'entretien toiture - Bâtiment régie OM	2022-0045	10/10/2022	570,00 €	PROTECTOIT
Contrat d'entretien toiture - Pépinières d'entreprises	2022-0044	10/10/2022	460,00 €	PROTECTOIT
Contrat d'entretien toiture - Bâtiment eau Perrignier	2022-0042	10/10/2022	920,00 €	PROTECTOIT
Contrat d'entretien toiture - Gymnase Bons en Chablais	2022-0040	10/10/2022	725,00 €	PROTECTOIT
Contrat d'entretien toiture - Gymnase Margencel	2022-0039	10/10/2022	1 880,00 €	PROTECTOIT
Réparation du portail de Perrignier EAU	220227	11/10/2022	1 170,00 €	FGFERMETURE
Fourniture des EPI - lot 2 : Fourniture de chaussants - STEP DOUVAINE	Marché chaussant	11/10/2022	145,04 €	CHAMPION ROCH

THONON agglomération

Allinges Anthy-sur-Léman Armoy Ballaison Bons-en-Chablais
Brenthonne Cervens Chens-sur-Léman Douvaine Drailant Excenevex
Fessy Loisin Lully Le Lyaud Margencel Massongy Messery Nernier
Orcier Perrignier Sciez-sur-Léman Thonon-les-Bains Veigy-Foncenex Yvoire

Objet	Type d'acte	Date signature	Montant (en HT)	Entreprise
Achat de gants - régie OM	Marché EPI	11/10/2022	1 667,00 €	VPSI
Commande de regards EP - plusieurs communes	Marché 2022-05 lot 8	11/10/2022	700,00 €	HEINRICH CANALISATION - VHM
Produit de traitement pour la maintenance de la STEP Douvaine	1203-05244-C	11/10/2022	2 246,27 €	SID
Produits d'entretien pour les sites de Thonon Agglo	302011905	13/10/2022	1 637,50 €	UGAP
Fourniture et installation de dispositifs de collecte de déchets ménagers - Parking de l'Eglise - route de l'Eglise à MASSONGY	Marché 2018-05 lot 1	13/10/2022	17 707,26 €	ASTECH
Fourniture et installation de dispositifs de collecte de déchets ménagers - Parking du bourg sous etraz - chemin du lavoir - MASSONGY	Marché 2018-05 lot 1	13/10/2022	33 905,27 €	ASTECH
Fourniture et installation de dispositifs de collecte de déchets ménagers - Chemin de la Boutassière - résidence l'ecrin - Bons en chablais	Marché 2018-05 lot 1	13/10/2022	28 793,20 €	ASTECH
Reprise réseau EP - Chemin des Devins à Brenthonne	Marché 2021 -02 lot3	13/10/2022	6 347,96 €	SOCCO DAZZA MCM TP
Réparation ascenseur - antenne Perrignier	147794761	14/10/2022	887,00 €	SCHINDLER
transformation des conteneurs semi-enterrés de flux papier en flux emballage	228377/1	14/10/2022	13 715,00 €	ASTECH
mise en place de 2 conteneurs semi-enterré OM - Entrée de la déchetterie de Sciez	PJO-D2204009-0	14/10/2022	510,80 €	SE LEVAGE

THONON agglomération

Allinges Anthy-sur-Léman Armoy Ballaison Bons-en-Chablais
Brenthonne Cervens Chens-sur-Léman Douvaine Drailant Excenevex
Fessy Loisin Lully Le Lyaud Margencel Massongy Messery Nernier
Orcier Perrignier Sciez-sur-Léman Thonon-les-Bains Veigy-Foncenex Yvoire

Objet	Type d'acte	Date signature	Montant (en HT)	Entreprise
Commande de matériel pédagogique structures petite enfance	22ENF00148	21/11/2022	166,22	PAPOUILLE
Commande de matériel pédagogique structures petite enfance	22ENF00149	21/11/2022	53,33	NATHAN
Plateaux repas 15.11.2022 - CAO	22AGE00081	23/11/2022	107,08	BONDAZ VIANDE
vote électronique SLIB	DEVIS	04/10/2022	5 400 €	SLIB
Alimentation ateliers RPE	22ENF00171	23/11/2022	83,33	INTERMARCHE DOUVAINE
Commande couches MAC ALLINGES	22ENF00173	23/11/2022	210,72	PAREDES
Commande couches MIC LYAUD	22ENF00174	23/11/2022	210,72	PAREDES
Commande produits d'hygiène MAC ALLINGES	22ENF00175	23/11/2022	777,27	PLG
Commande produits d'hygiène MAC LYAUD	22ENF00176	23/11/2022	288,66	PLG
Conception motion design PLUi-HM	22COM00069	21/11/2022	5 800,00 €	ALTIMAX
Voix off motion design PLUi-HM			400,00 €	ALTIMAX
Habillage vitrine Maison de la Mobilité			1 900,00 €	SEV Communication
Commande de mini viennoiseries Réseau Urba du 01.12.2022	22AGE00084	23/11/2022	111,37 €	BOULANGERIE FAVRE
Commande de vins	22AGE00085	27/11/2022	178,80 €	CELLIER DES ANNEES VINS
Commande de tisanes	22AGE00077	30/11/2022	250,00 €	SIMOVA - Intermarché Douvaine
Plateaux repas CAO + réunion SYMAGEV	22AGE00086	27-nov	198,87 €	BONDAZ VIANDE
CONGRES ADCF - AVION OCTOBRE 2022	22AGE00048	29/07/2022	1 096,00 €	GROUPE UNIVAIRMER
CONGRES ADCF - HOTEL OCTOBRE 2022	22AGE00049	29/07/2022	2 416,00 €	GROUPE UNIVAIRMER
Plateaux repas CAO 06.09.2022	22AGE00055	31/08/2022	122,38 €	BONDAZ VIANDE
Commande de matériel pédagogique	22ENF00178	30-nov	1 199,00 €	PAPOUILLE
commande de fournitures de bureau	BC n°22ACH00010	05/12/2022	868,43 €	LYRECO

THONON agglomération

Allinges Anthy-sur-Léman Armoy Ballaison Bons-en-Chablais
Brenthonne Cervens Chens-sur-Léman Douvaine Drailant Excenevex
Fessy Loisin Lully Le Lyaud Margencel Massongy Messery Nernier
Orcier Perrignier Sciez-sur-Léman Thonon-les-Bains Veigy-Foncenex Yvoire

Objet	Type d'acte	Date signature	Montant (en HT)	Entreprise
commande de fournitures de bureau	BC n°22ACH00011	05/12/2022	457,13 €	LYRECO
commande de fournitures de bureau	BC n°22ACH00012	05/12/2022	54,00 €	KSD
commande de fournitures de bureau	BC n°22ACH00013	05/12/2022	722,40 €	QUADIENT
commande de fournitures de bureau	BC n°22ACH00014	05/12/2022	2 052,00 €	FILLION IMPRIMERIE
Conseil citoyen fin d'année	22AGE00087	03/12/2022	240,00 €	CARREFOUR MARKET THONON
Commande vêtements crèches	22ENF00197	07/12/2022	754,20 €	VPSL

Séance levée à 19h35.

Christophe SONGEON
Secrétaire de Séance

Christophe ARMINJON
Président